

2022/2023

RAPPORT BEI MONDE L'HISTOIRE



Banque européenne
d'investissement | Monde

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

2022/2023

RAPPORT BEI MONDE L'HISTOIRE



Banque européenne
d'investissement | Monde

Rapport BEI Monde 2022/2023 – L'histoire

© Banque européenne d'investissement, 2023.

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

info@eib.org

www.eib.org

twitter.com/eib

facebook.com/europeaninvestmentbank

youtube.com/eibtheeubank

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante :

publications@eib.org

Le présent rapport a été rédigé avec la participation active de nombreux collaborateurs du Groupe BEI. Nous les en remercions chaleureusement.

Les forces de la nature sont impressionnantes. De tout temps, on a redouté les tempêtes, les inondations, les sécheresses et les éruptions. En cette période critique, nous prenons conscience qu'il nous faut plutôt vivre en harmonie avec la nature et exploiter son potentiel, si nous voulons lutter contre les changements climatiques que nos propres actes ont provoqués. La Banque européenne d'investissement consacre désormais plus de la moitié de ses financements à l'action pour le climat et à la durabilité environnementale. Notre priorité est de financer la transition écologique vers les énergies renouvelables, qui sont alimentées par des éléments naturels – de l'énergie géothermique à l'énergie hydroélectrique et éolienne. C'est pourquoi nous mettons les forces de la nature à l'honneur en couverture de nos principaux rapports cette année.

Le Groupe BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport.

© Crédits photo : BEI, Shutterstock. Tous droits réservés.

L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d'auteur.

Pour plus d'informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org.

Vous pouvez également écrire à l'adresse info@eib.org. Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse www.eib.org/sign-up.

Publication de la Banque européenne d'investissement.

Imprimé sur papier FSC®.

TABLE DES MATIÈRES

IV AVANT-PROPOS

VI DES FINANCEMENTS DANS LE MONDE ENTIER

1 UNE INITIATIVE EUROPÉENNE DE PORTÉE MONDIALE

2 PRIORITÉ AUX ÉNERGIES VERTES

8 UNE PORTE D'ENTRÉE POUR LA COOPÉRATION

12 LES DROITS HUMAINS, AUSSI UNE AFFAIRE DE CONDUITES D'EAU

14 LES PARTENARIATS ET L'UKRAINE

16 UNE FONDATION POUR L'AVENIR DE L'UKRAINE

18 UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

20 « NOUS NE POUVONS PAS PERDRE TOUTE UNE GÉNÉRATION »

22 « AUCUN AUTRE DRAPEAU NE FLOTTERA ICI »

24 CINQ FAÇONS DE RECONSTRUIRE EN TEMPS DE GUERRE

26 LES BESOINS DES RÉFUGIÉS

28 DURABILITÉ ET SOCIÉTÉ

30 HARMONISER LA MICROFINANCE

32 LE CONFORT, C'EST AVOIR L'EAU COURANTE

34 SORTIR DE LA CRISE

36 UN ACCÈS AU FINANCEMENT QUI PORTE SES FRUITS

38 UN AVENIR ASSURÉ POUR LES ENFANTS

40 LEVER LES ENTRAVES AUX DÉPLACEMENTS

42 LA SILICON VALLEY AU MOYEN-ORIENT

44 CLIMAT ET ÉNERGIE

46 DES POSSIBILITÉS ÉLECTRISANTES POUR LES FEMMES

48 DE L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR L'AFRIQUE RURALE

50 DAVANTAGE DE STOCKAGE POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE

52 DES GRAINS DE RIZ DURABLES

54 QUE LA LUMIÈRE SOIT !

56 DE L'ÉQUITÉ DANS LES FAVELAS

58 LA SERBIE MISE SUR UN MODE DE TRANSPORT VERT

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT

Les préoccupations et les désillusions liées à la guerre en Ukraine, aux difficultés économiques mondiales, à la pandémie et à la crise climatique se sont nettement exacerbées au cours de l'année écoulée. Malgré les efforts accrus des organisations internationales, l'ordre mondial et les crises que nous combattons sont de plus en plus complexes.

Avec la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Union européenne (UE) et ses États membres disposent d'un instrument puissant pour aider au règlement des principaux problèmes dans le monde. La banque de l'UE peut se prévaloir d'être le plus grand bailleur de fonds multilatéral de l'action en faveur du climat au monde. Nous sommes l'un des principaux pourvoyeurs mondiaux de financements dans des secteurs comme l'eau et l'énergie verte, qui jouent un rôle clé pour le développement. Nos décisions d'investissement, basées sur de solides évaluations financières et techniques, influencent les marchés et contribuent à établir les normes en matière de finance durable.

Nous sommes la banque de l'UE – dans le monde entier. Notre intervention en Ukraine témoigne tout particulièrement de l'importance de ce rôle. Nous avons été l'une des premières institutions à fournir un soutien financier à l'Ukraine après l'invasion russe. Nous avons mis à profit notre partenariat étroit avec le pays, un partenariat que nous avons renforcé après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Un signal clair pour l'avenir

La force de frappe financière et technique de la Banque européenne d'investissement est déterminante pour la réalisation des objectifs de développement durable et la transition vers la neutralité climatique. En 2019, j'ai annoncé que la banque de l'UE s'affranchirait des projets liés aux combustibles fossiles et qu'elle s'engageait à mobiliser 1 000 milliards d'euros d'investissements dans le domaine du climat d'ici la fin de la décennie. Cette ambition a donné naissance à notre signature, la « banque européenne du climat ».

La décision de sortir des combustibles fossiles était cruciale pour la Banque européenne d'investissement. La nouvelle voie que nous avons tracée permet à l'Union européenne de jouer un rôle de premier plan dans l'action future en faveur du climat et la transition énergétique à l'échelle de la planète. Rétrospectivement, il est clair que nous sommes confortés dans notre décision. D'autant que maintenant, nous constatons que la sécurité énergétique revêt une importance considérable, partout dans le monde. En 2022, notre financement pour l'énergie propre s'élevait à 19,4 milliards d'euros à l'échelle mondiale, soit un niveau record. Il s'agit d'un investissement dans l'avenir de notre planète à long terme – et dans notre sécurité.

Lorsque l'Europe a le courage d'aller de l'avant, nous sommes en mesure de consolider des partenariats mondiaux qui allient technologie et fort impact sur le développement. La Banque européenne d'investissement est pionnière dans les secteurs de l'énergie éolienne en mer, des nouvelles technologies de batteries, des minisatellites, de la technologie de l'hydrogène vert et de la recherche sur les maladies infectieuses. Nous posons les jalons de futures réussites et jouons un rôle actif dans l'adoption de ces technologies novatrices dans le monde entier.

“ Dans un monde divisé où l’Europe est appelée à jouer un rôle accru pour le développement et la stabilité, BEI Monde produit un impact profond. ”



Un nouveau jalon vient d’être planté : BEI Monde, la branche de la Banque européenne d’investissement spécialisée dans le développement, a débuté ses activités en 2022. Dans un monde divisé où l’Europe est appelée à jouer un rôle accru pour le développement et la stabilité – et où les ressources publiques se raréfient –, BEI Monde produit un impact profond, en s’appuyant sur des décennies d’activité de la Banque européenne d’investissement en dehors de l’Union européenne.

Un pilier financier de l’Europe

BEI Monde a investi 10,8 milliards d’euros en 2022. Au cours des dix dernières années, nous avons accordé plus de 70 milliards d’euros de financements pour des projets mis en œuvre à l’extérieur de l’Union européenne. Mais la création de BEI Monde nous permet de nouer des partenariats plus étroits dans le monde entier et d’offrir des conseils plus ciblés à partir de nouveaux pôles régionaux. Elle constitue un pilier du financement de l’Équipe Europe.

Grâce à notre partenariat avec la Commission européenne et sous l’égide de l’Équipe Europe, BEI Monde est en mesure de faire plus encore. En 2022, nous avons démontré à maintes reprises que la Banque européenne d’investissement et l’Union européenne figuraient parmi les principales forces à l’origine de la dynamique de réalisation des objectifs de développement durable. Dans un rapport complémentaire intitulé « BEI Monde – L’impact », nos économistes analysent l’incidence réelle de nos projets sur le quotidien des populations : 11,7 millions de personnes ont bénéficié d’un accès à l’eau potable, 836 millions de personnes ont été vaccinées contre le coronavirus et d’autres pathologies, et 141 millions de trajets supplémentaires ont été effectués en transports publics. Ce rapport sur l’impact met en évidence notre analyse rigoureuse des résultats de nos investissements et évalue les avantages financiers, l’effet catalyseur et le soutien technique que nous apportons à chaque projet.

Les défis auxquels nous sommes confrontés – de l’approvisionnement en énergie à la pandémie, en passant par les changements climatiques, les conflits et l’impact de l’intelligence artificielle – ne connaissent pas de frontières. Les projets soutenus par BEI Monde sont des témoignages concrets de l’engagement de l’Union européenne en faveur de sociétés durables et inclusives partout dans le monde. Le présent rapport relate l’histoire de cet engagement.

Werner Hoyer

DES FINANCEMENTS DANS LE MONDE ENTIER



**BALKANS OCCIDENTAUX
ET TURQUIE**
854 Mio EUR

VOISINAGE MÉRIDIONAL
2,43 Mrd EUR

**PAYS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES
ET DU PACIFIQUE**
2,63 Mrd EUR



**VOISINAGE
ORIENTAL**
362 Mio EUR

1,72 Mrd EUR réaffectés pour soutenir l'Ukraine

ASIE ET AMÉRIQUE LATINE
2,83 Mrd EUR

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur cette carte n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

À la suite des sanctions prises par l'UE à l'encontre de la Syrie en novembre 2011, la BEI a suspendu toutes ses activités de prêt et de conseil dans ce pays. Toutefois, la BEI fait partie du noyau dur du groupe des donateurs en faveur de la Syrie qui surveillent la situation sous la direction conjointe de l'UE et des Nations unies.

UNE INITIATIVE EUROPÉENNE DE PORTÉE MONDIALE

“ BEI Monde nous permet de nouer des partenariats plus étroits dans le monde entier et d’offrir des conseils plus ciblés. **”**

Werner Hoyer, président de la Banque européenne d’investissement

PRIORITÉ AUX ÉNERGIES VERTES

Une grande majorité des Africains affirment que les changements climatiques nuisent à leur vie quotidienne

L'Afrique et le Moyen-Orient sont très vulnérables aux changements climatiques du fait que les conditions météorologiques extrêmes, l'accès insuffisant à l'eau et la hausse des températures constituent une menace pour des millions de personnes. Il est urgent d'agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la résilience face aux effets des changements climatiques et soutenir les populations les plus touchées.

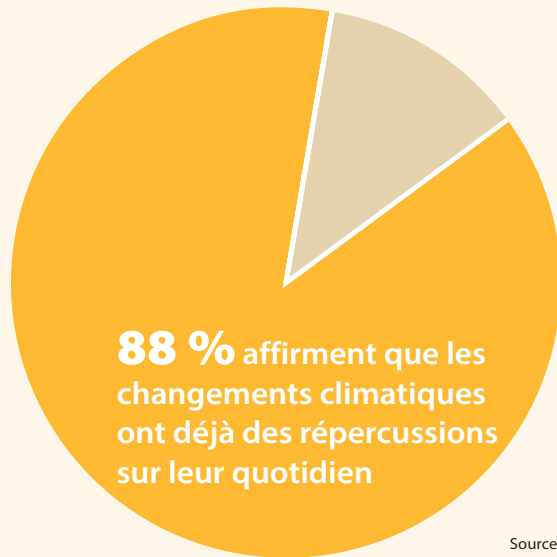
Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les températures en Afrique pourraient augmenter de 3 °C à 4 °C par rapport aux niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle, entraînant d'importants problèmes en matière d'alimentation, d'eau et de santé publique. La rareté de l'eau est déjà une préoccupation majeure et les changements climatiques aggravent cette situation. Les rendements des cultures devraient diminuer, ce qui se traduira par un plus grand nombre de personnes souffrant de malnutrition.

L'édition 2022 de l'enquête sur le climat de la Banque européenne d'investissement montre que, pour de nombreux habitants de ces régions, les changements climatiques ont des répercussions concrètes aujourd'hui. L'enquête a mis en évidence que ces changements compliquent le quotidien de millions de personnes, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau ou la collecte de bois de chauffage. Une grande majorité des personnes interrogées affirme que les dérèglements climatiques pèsent sur leurs revenus et entravent leur recherche d'emploi.

Les Africains se disent préoccupés par l'inflation et l'accès à la santé, mais ils s'inquiètent également de la dégradation de l'environnement. Plus des trois quarts souhaitent que les énergies renouvelables soient privilégiées par rapport à d'autres sources d'énergie, notamment les combustibles fossiles, dans le cadre de la transition climatique.

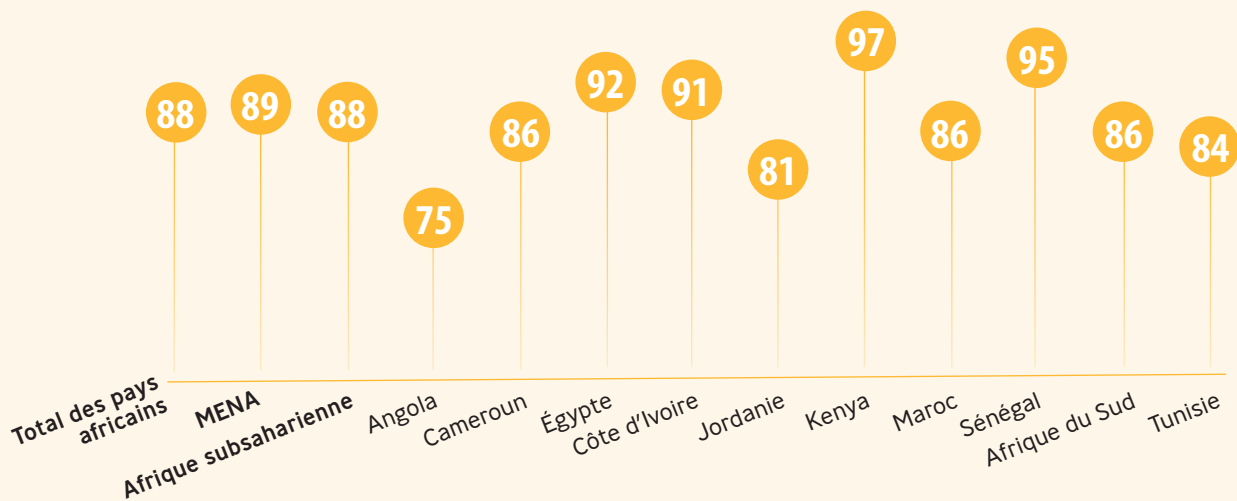
Plus de 28 000 personnes originaires de 30 pays ont répondu à nos questions en août 2022. Ce retour d'information est un moyen important de donner la parole aux populations du monde entier et de comprendre comment le climat change leur vie. L'enquête nous indique que de nombreuses personnes en Afrique et au Moyen-Orient prennent elles-mêmes des mesures pour s'adapter aux changements climatiques.

// Plus de trois personnes sur quatre en Afrique veulent que les énergies renouvelables deviennent une priorité. //

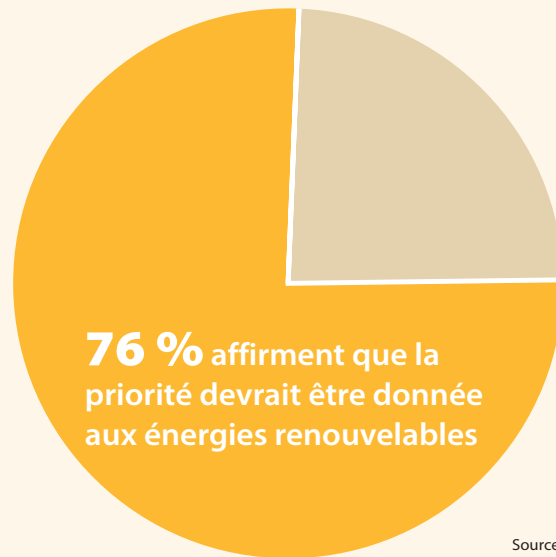


Source : BVA pour la BEI.

Une grande majorité affirme que les changements climatiques ont des répercussions sur leur vie quotidienne



Un peu plus de la moitié (51 %) des Africains ayant répondu à l'enquête citent les problèmes environnementaux comme le principal défi auquel leur pays est confronté, devant l'inflation (41 %) et l'accès à la santé (39 %). Interrogés sur la source d'énergie dans laquelle leur pays devrait investir pour lutter contre les changements climatiques, **76 % des Africains ont déclaré que la priorité devrait être donnée aux énergies renouvelables**, loin devant les combustibles fossiles (13 %) et l'énergie nucléaire.

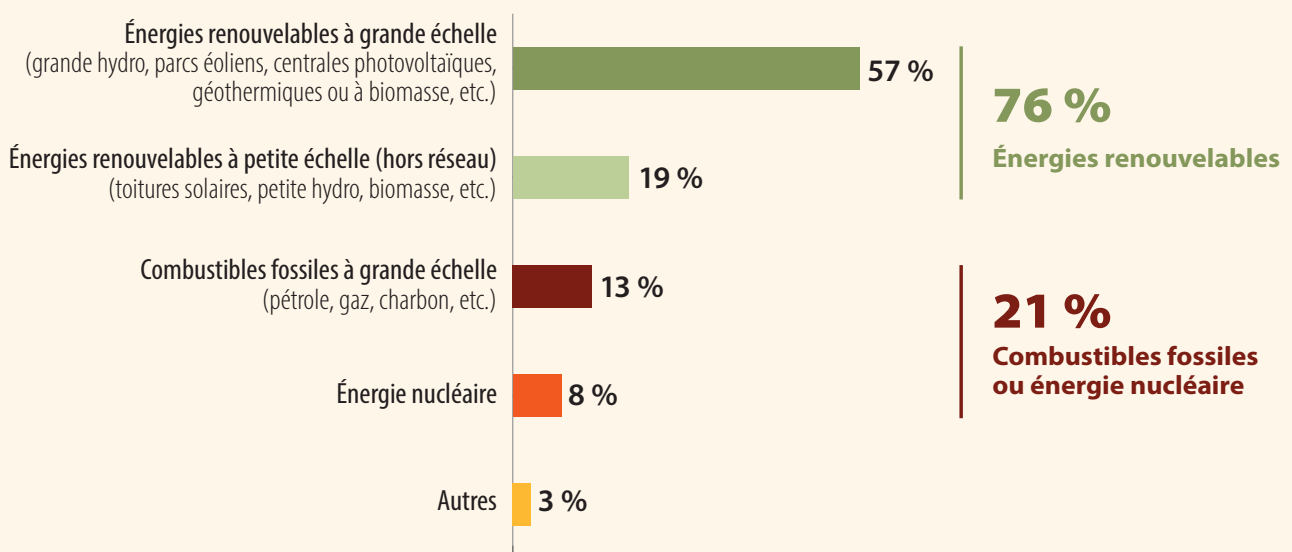


Source : BVA pour la BEI.

Trois quarts des personnes interrogées en Afrique et au Moyen-Orient trouvent que leur pays devrait se concentrer sur le développement des énergies renouvelables

Dans quelle source d'énergie votre pays devrait-il investir en priorité à l'avenir ?

Moyenne des dix pays d'Afrique et du Moyen-Orient considérés

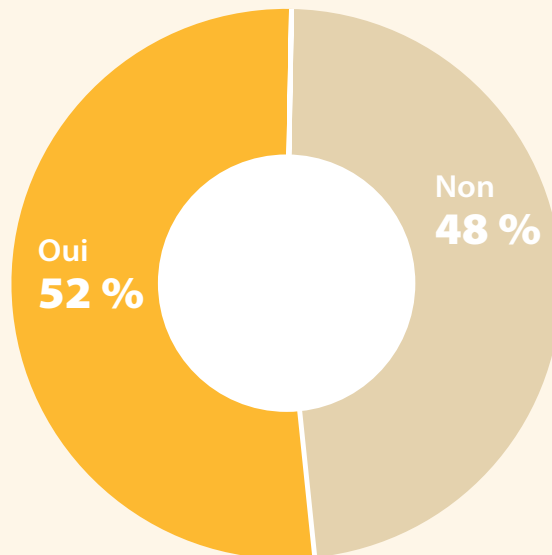


Les changements climatiques ont entraîné des pertes pour plus d'une personne interrogée sur deux en Afrique et au Moyen-Orient

Est-ce que vous ou votre famille avez déjà subi des pertes dues aux changements climatiques (par exemple, en raison de sécheresses, de l'élévation du niveau de la mer/de l'érosion côtière, d'événements météorologiques extrêmes – inondations, ouragans, etc.) ?

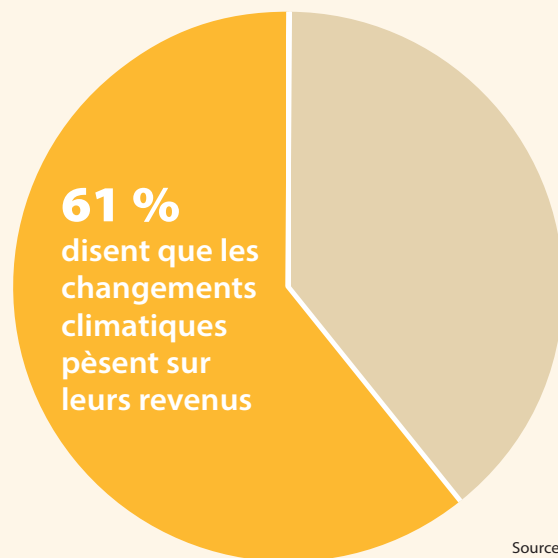
Moyenne des dix pays d'Afrique et du Moyen-Orient considérés

52 %
ont déjà subi
des pertes liées
aux changements
climatiques



Dans quels domaines pouvons-nous faire mieux en Afrique ?

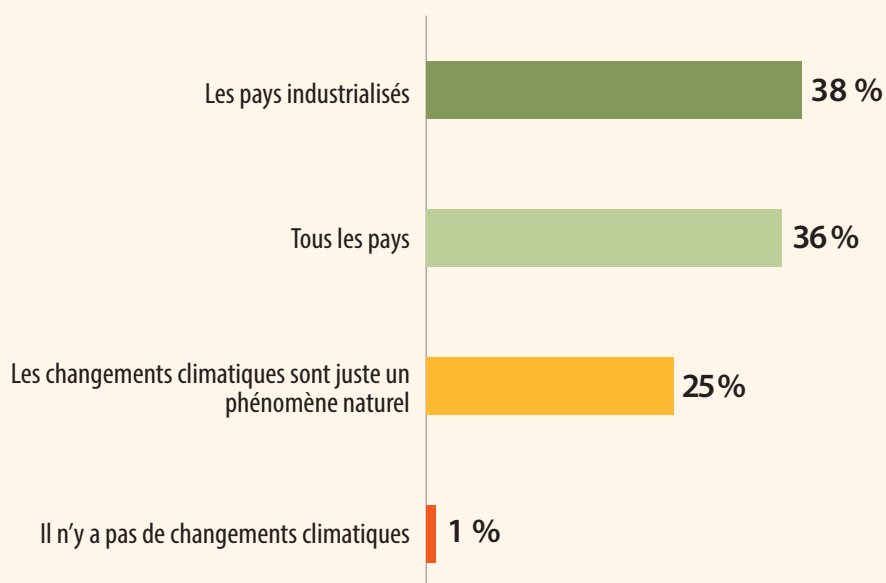
La Banque européenne d'investissement travaille plus étroitement avec des partenaires africains pour accélérer les investissements dans l'action pour le climat. BEI Monde intensifie ses efforts en augmentant le nombre de spécialistes présents en Afrique, en nouant davantage de partenariats avec les secteurs public et privé et **en renforçant les interventions sur le terrain dans les pays qui ont le plus besoin d'aide**. Nos enquêtes sur le climat nous aident à mieux comprendre l'impact de ces investissements sur le quotidien des populations locales et elles guident nos initiatives futures.



Les personnes interrogées en Afrique et au Moyen-Orient sont divisées sur la question de la responsabilité des changements climatiques

Selon vous, qui est responsable des changements climatiques ?

Moyenne des dix pays d'Afrique et du Moyen-Orient considérés



“ Les enquêtes sur le climat nous aident à comprendre comment nos investissements améliorent la vie quotidienne. ”

La Banque européenne d'investissement travaille avec des pays africains depuis près de soixante ans. Nos financements visent à fournir un accès à une énergie propre pour des centaines de millions de personnes en Afrique. Nous avons amélioré l'approvisionnement en eau dans de nombreuses régions du continent. Nous avons appuyé la protection contre les inondations au Burkina Faso, l'énergie solaire en Zambie, l'énergie éolienne et géothermique au Kenya, l'hydroélectricité au Liberia, au Ghana et à Madagascar, ainsi que l'énergie solaire au Bénin pour les ménages et les microentreprises.

La Banque a investi près de 60 milliards d'euros dans 52 pays africains, à l'appui de projets d'infrastructures, d'entreprises innovantes, des énergies renouvelables, ainsi que d'entités publiques et privées, allant des microentreprises aux plus grandes multinationales. Nous nous attelons à cette tâche parce que nous sommes l'une des plus grandes banques du climat au monde, et parce que nous voulons aider nos voisins et relever le principal défi de cette planète.

UNE PORTE D'ENTRÉE POUR LA COOPÉRATION

Les investissements au titre de Global Gateway améliorent les chaînes d'approvisionnement dans le monde

Une porte d'entrée peut être fermée et refléter l'hostilité et la peur de ceux qui l'édifient. Ou bien elle peut être accueillante et grande ouverte, en signe d'amitié et de confiance. Sven Röben sait laquelle de ces descriptions s'applique à l'initiative Global Gateway de l'Union européenne.

« Global Gateway est vraiment la boussole des interventions de la BEI en dehors de l'Union européenne », explique Sven Röben, chef de l'unité Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale de BEI Monde. « Nous soutenons la stratégie de l'Union européenne visant à relier l'Europe au reste du monde. »

La Commission européenne a mis en place Global Gateway en 2022 afin de réduire le déficit mondial d'investissements dans les infrastructures. L'initiative permettra de renforcer les échanges commerciaux avec des partenaires internationaux et d'investir dans l'innovation numérique, l'énergie verte, les transports, les soins de santé et l'éducation. L'objectif est d'améliorer la façon dont les pays coopèrent et entretiennent des relations commerciales dans ces secteurs importants.

Nombre des nouveaux investissements mondiaux se traduiront par une amélioration notable des infrastructures ayant trait aux routes, à l'eau, à l'assainissement, aux connexions mobiles, à la production de vaccins et à l'enseignement supérieur. La pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine ont montré avec quelle rapidité les échanges au niveau mondial pouvaient être perturbés. Global Gateway crée des liens plus solides et plus durables pour les biens, les personnes et les services afin de renforcer la viabilité du commerce international et sa résistance aux chocs futurs.

La Banque européenne d'investissement peut se prévaloir d'une longue expérience de l'investissement dans des projets axés sur l'énergie verte, l'innovation numérique et les infrastructures à l'extérieur de l'UE. Voici quelques-uns des projets récents de la BEI dans le cadre de Global Gateway :

- une usine de dessalement en Jordanie pour acheminer l'eau potable vers la capitale, Amman, qui est confrontée à des pénuries d'eau exacerbées par les changements climatiques ;
- un câble haut débit à fibre optique sous la Méditerranée pour offrir un meilleur accès internet aux universités et aux instituts de recherche au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Égypte ;
- des connexions internet rapides dans des régions reculées de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda ;
- des investissements dans les énergies renouvelables pour aider le Brésil, le Pérou et le Chili à progresser dans la transition verte ;
- la promotion d'une foresterie durable en Mongolie et en Ouzbékistan ;
- une grande centrale hydroélectrique pour renforcer l'indépendance du Tadjikistan en matière de production d'électricité.

“ La stratégie vise à mobiliser 300 milliards d’euros d’investissements à l’échelle mondiale sur la période 2021-2027. ”

Des milliards pour des investissements dans le monde

La stratégie Global Gateway transforme le pacte vert pour l’Europe en un pacte vert pour le monde. Elle vise à mobiliser 300 milliards d’euros d’investissements à l’échelle mondiale sur la période 2021-2027. Elle aidera particulièrement les pays émergents à mettre en place des raccordements électriques, des installations portuaires et des lignes ferroviaires, à moderniser leurs télécommunications et leurs infrastructures, ainsi qu’à accélérer leur transition numérique.

BEI Monde intervient dans le cadre de programmes tels que Global Gateway pour « renforcer encore l’impact et la visibilité des investissements de l’UE dans le monde », selon les termes de Werner Hoyer, président de la BEI. « Nous déployons davantage de banquiers, d’ingénieurs et d’économistes sur le terrain, qui travaillent au sein des délégations de l’UE, et nous œuvrons main dans la main avec la Commission européenne pour mettre en œuvre des politiques mondiales et régionales clés de l’Union européenne. »

Les accords de la Banque européenne d’investissement dans le cadre de Global Gateway reposent sur des valeurs et normes européennes, des partenariats égaux et sa Feuille de route de la banque du climat, qui définit ses objectifs pour le financement de l’action en faveur du climat jusqu’en 2025. Global Gateway conjugue le financement d’infrastructures avec des activités de préparation à ce type d’investissement, telles que les cadres réglementaires, les normes, la formation aux technologies et le développement d’entreprises.

Quel mode de financement pour Global Gateway ?

La stratégie Global Gateway est financée par l’Union européenne, ses États membres et la BEI. Elle vise également à catalyser des investissements du secteur privé. Le Fonds européen pour le développement durable Plus constitue le principal instrument financier pour favoriser l’investissement dans le cadre de Global Gateway. Il permettra de mobiliser jusqu’à 135 milliards d’euros dans divers secteurs couverts par Global Gateway. Il s’agit d’un outil innovant qui contribue à stimuler des investissements moyennant des garanties couvrant les risques inhérents à des projets de grande et petite dimension et des subventions combinées à des prêts à long terme.

Il est prévu de créer le Fonds Global Gateway d’un montant de 400 milliards d’euros pour les investissements du secteur privé à fort impact. La BEI apportera 300 milliards d’euros sur ses ressources propres à ce fonds. Ce concours, ainsi que les contributions du Fonds européen pour le développement durable Plus, devrait entraîner la mobilisation de plus de 4 milliards d’euros d’investissements.

Des investissements au service des partenaires

Global Gateway favorisera des relations qui permettent aux partenaires de maintenir leur compétitivité économique. Elle renforcera l'accès aux produits de base et, en contrepartie, proposera des partenariats aux pays à l'extérieur de l'Union européenne dans le cadre d'investissements d'infrastructures. Tous les pays sont pénalisés lorsque les chaînes d'approvisionnement sont perturbées. Dans les pays qui subissent déjà de manière disproportionnée les effets des changements climatiques, la pénurie alimentaire et la faim, les problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement mettent en danger les populations et les économies.

« Tout le monde parle de l'autonomie stratégique en Europe, mais nos partenaires veulent aussi la leur », a déclaré Jutta Urpilainen, commissaire européenne chargée des partenariats internationaux, lors du Forum du Groupe BEI qui s'est tenu en février. « Ils souhaitent la résilience et l'indépendance. »

“ Nous déployons davantage de banquiers, d'ingénieurs et d'économistes sur le terrain et œuvrons main dans la main avec la Commission européenne pour mettre en œuvre des politiques mondiales et régionales clés. ”

L'indépendance plutôt que l'endettement

Les chiffres du Fonds monétaire international montrent que plus de la moitié des pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou exposés à un risque de surendettement. C'est le cas de nombreux pays en Afrique. Cette situation conduit à affecter des ressources du budget des dépenses publiques au remboursement de la dette, créant ainsi un cercle vicieux de la dette. L'initiative Global Gateway rend possible des investissements à des conditions attrayantes. Elle déploie des subventions, des prêts et une assistance technique pour permettre aux clients d'agir en tant que partenaires et de s'affranchir de la dépendance.

“ Global Gateway est avant tout un projet géopolitique qui cherche à positionner l’Europe sur un marché international compétitif. Il s’agit là d’un instrument essentiel, car les investissements d’infrastructures sont au cœur de la géopolitique actuelle. ”

Global Gateway revêt un intérêt particulier pour les régions d’Afrique qui ont le plus de mal à franchir le cap de la transition écologique et numérique. En 2022, la Commission européenne a annoncé 150 milliards d’euros d’investissements financés par l’UE au titre du paquet d’investissement Afrique-Europe. Cela représente environ 50 % du montant que Global Gateway vise à mobiliser.

« Global Gateway est avant tout un projet géopolitique qui cherche à positionner l’Europe sur un marché international compétitif », a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en décembre 2022, à l’occasion de la première réunion du comité Global Gateway. « Il s’agit là d’un instrument essentiel, car les investissements d’infrastructures sont au cœur de la géopolitique actuelle. Des partenaires du monde entier souhaitent travailler avec l’Europe. La première année de mise en œuvre met en évidence la demande pour des investissements durables qui placent l’autonomie stratégique de nos partenaires au cœur de notre offre. » Ursula von der Leyen précise que Global Gateway est un pan important de l’activité de l’Union européenne dans toutes les régions du monde.

« La stratégie Global Gateway fait figure de modèle concernant la manière dont l’Europe peut établir des liens plus résilients avec le monde », affirme Ursula von der Leyen. « Nous soutiendrons des investissements intelligents dans des infrastructures de qualité, qui respectent les normes sociales et environnementales les plus élevées, conformément aux valeurs et aux normes de l’Union européenne. »

LES DROITS HUMAINS, AUSSI UNE AFFAIRE DE CONDUITES D'EAU

Des projets menés en Macédoine du Nord et à Sao Tomé approvisionnent des centaines de milliers de personnes en eau potable saine

Božin Spasov vit depuis près de 70 ans à Leski, un village dans l'est de la Macédoine du Nord. En tant qu'instituteur, il a toujours conseillé à ses élèves de faire preuve de prudence avant de boire l'eau locale et de se souvenir qu'elle ne serait pas toujours disponible.

« Nous vivons dans un climat si chaud que la stabilité de notre approvisionnement en eau n'est pas garantie », constate Božin Spasov. « Surtout en été, nous avons manqué d'eau presque tous les jours. »

Les conduites d'eau anciennes et mal installées ont causé des pénuries et altéré la qualité de l'eau potable dans le village tout au long de l'année. L'eau était souvent contaminée par des substances organiques, ce qui la rendait dangereuse à la consommation.

Pour garantir une eau de bonne qualité à Leski, les autorités locales ont décidé de raccorder leur infrastructure au réseau de distribution d'eau de Vinica, la grande ville à proximité, grâce à une canalisation de 3,5 kilomètres. Parallèlement, une station de filtration moderne destinée à purifier l'eau potable et une station de pompage ont été installées à Vinica. En février 2023, la BEI a approuvé un prêt de 50 millions d'euros en faveur de la Macédoine du Nord pour soutenir ce projet et résoudre de nombreux autres problèmes liés à l'eau dans le pays.

« Désormais, nous avons de l'eau en été et en hiver », se réjouit Božin Spasov. « Tous les habitants de Leski en sont satisfaits. »

La crise de l'eau

L'eau représente un défi grandissant à l'échelle mondiale, que ce soit en raison de la rareté de l'eau potable, des sécheresses qui pénalisent l'agriculture ou des inondations et des tempêtes violentes qui détruisent les habitations et les routes. La BEI est l'un des principaux bailleurs de fonds au monde pour le secteur de l'eau, avec près de 79 milliards d'euros investis dans plus de 1 600 projets au cours des 60 dernières années.

L'Assemblée générale des Nations unies a déclaré en 2010 que l'accès à l'assainissement et à une eau potable saine et sûre était un droit humain fondamental. Toutefois, quelque deux milliards de personnes dans le monde doivent actuellement se contenter d'une eau potable de mauvaise qualité. Près de la moitié de la population mondiale a subi des pénuries d'eau régulières en 2022.

“ **L'accès à une eau potable sûre et abordable présente d'énormes bénéfices.** ”

L'accès à des sources d'eau potable sûres à un coût abordable et à des équipements modernes d'assainissement présente d'énormes bénéfices pour la population et l'économie. Il est difficile pour les pays situés dans des régions comme l'Afrique subsaharienne d'améliorer leur approvisionnement en eau, car ils font également face à d'autres défis urgents, comme la pauvreté, les conflits et les migrations.

« Les investissements dans la gestion de l'eau sont essentiels au développement », explique Juan Bofill, ingénieur hydraulicien principal à la BEI. « Nous nous efforçons de combler le déficit de financement et les défaillances du marché en soutenant des projets d'atténuation des changements climatiques et

“ Surtout en été, nous avons manqué d'eau presque tous les jours. ”

d'adaptation à leurs effets dans le monde. Il est essentiel de nouer des partenariats avec des acteurs locaux et d'autres institutions pour conférer un impact maximum aux investissements. »

Un meilleur approvisionnement en eau potable en Macédoine du Nord

En Macédoine du Nord, le prêt de la BEI aidera d'autres villes qui se heurtent aux mêmes problèmes hydriques que Leski. Comme il s'agit d'un « prêt-cadre », il peut financer toute une série d'aménagements.

« Chaque municipalité a des problèmes et des infrastructures hydrauliques qui lui sont propres. Il n'existe pas de solution universelle », déclare Alessandro de Concini, chargé de prêts chez BEI Monde. « Les prêts-cadres offrent de la souplesse, ce qui nous permet de financer des projets relativement petits partout dans le pays. »

Ce prêt-cadre soutiendra la construction et la rénovation d'infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection contre les inondations dans 80 villes ou villages sur tout le territoire de la Macédoine du Nord. La Banque européenne d'investissement a également accordé une subvention de 1,2 million d'euros pour une assistance technique.

« L'amélioration de la couverture, de la qualité et de l'efficacité du secteur de l'eau devrait bénéficier à 700 000 personnes et accroître la résilience face aux changements climatiques pour 40 % de la population du pays », affirme Lijana Jančauskienė, ingénieure hydraulicienne principale au sein de la division Sécurité et résilience de l'eau à la BEI.

Une meilleure qualité de vie pour les familles à Sao Tomé-et-Principe

Située à proximité de l'équateur terrestre, Sao Tomé-et-Principe enregistre une pluviosité importante et dispose donc de solides réserves d'eau. Toutefois, seule une petite partie de la population a facilement accès à une eau potable sûre. Les services insuffisants d'approvisionnement en eau et de traitement des ressources hydriques nuisent à la qualité de vie et à l'économie dans cette partie du monde qui souffre également d'une extrême pauvreté.

Pour rehausser la qualité de l'eau, une entreprise locale de services collectifs, Empresa de Água e Eletricidade, a élaboré un plan sur 20 ans destiné à améliorer et à renforcer l'approvisionnement à Sao Tomé. Il en résultera une meilleure distribution de l'eau, un agrandissement des réservoirs et des stations d'épuration, ainsi qu'un accès accru à l'eau salubre.

La Banque européenne d'investissement soutient ce plan par un prêt de 8,44 millions d'euros, signé en décembre 2022. L'accord prévoit également une subvention de 5,56 millions d'euros pour l'assistance technique.

« Sao Tomé n'est pas pauvre en ressources hydriques », rappelle Emmanuel Chaponniere, ingénieur hydraulicien principal à la BEI, chargé du projet. « Il y a suffisamment d'eau de pluie tout au long de l'année pour alimenter les sources et les rivières. Cependant, avec les changements climatiques, les précipitations s'intensifient et, dans l'intervalle, les périodes de sécheresse s'allongent. Dès lors, si l'île ne dispose pas d'infrastructures appropriées de stockage et d'acheminement de l'eau, elle risque de se retrouver dans une situation préoccupante. »

Plus de 25 000 personnes accéderont plus aisément à l'eau une fois le projet de Sao Tomé achevé. Les logements seront raccordés aux conduites d'eau et les femmes et les filles n'auront plus à marcher des kilomètres pour se procurer de l'eau potable. Un approvisionnement en eau plus propre et de meilleures installations de traitement permettront d'endiguer la propagation du paludisme, du choléra et de la typhoïde. L'amélioration de la distribution de l'eau aidera aussi l'île à lutter contre les changements climatiques.

LES PARTENARIATS ET L'UKRAINE

“ La population ukrainienne a besoin d'aide dès maintenant. ”

Jean-Erik de Zagon, chef du bureau de la Banque européenne d'investissement à Kiev

La Banque européenne d'investissement participe à certains des projets les plus cruciaux en Ukraine. Nous avons agi rapidement pour soutenir le pays après son invasion par la Russie. Nos investissements permettent de maintenir l'approvisionnement en électricité et en gaz, de rénover des centres médicaux, d'assurer l'accueil des enfants dans les écoles et d'améliorer presque toutes les dimensions essentielles de la vie quotidienne.

UNE FONDATION POUR L'AVENIR DE L'UKRAINE

La Première dame d'Ukraine lance un appel à l'aide et exhorte les alliés à ne pas oublier la guerre

On a tenu bon. On tient bon. C'est ce que répond Olena Zelenska à tous ceux qui l'interrogent sur la guerre avec la Russie.

« Beaucoup nous ont dit que les Ukrainiens ne passeraient pas l'hiver, mais comme vous pouvez le constater, nous continuons à nous battre et à nous relever, et l'espoir grandit », a déclaré la Première dame d'Ukraine, lors d'un entretien avec la BEI depuis Kiev. « Les Ukrainiens tiennent bon, mais la fatigue les gagne. »

Mère de deux enfants, architecte et scénariste, Olena Zelenska se concentre depuis le déclenchement de la guerre sur la collecte de fonds pour répondre aux besoins élémentaires et quotidiens de la population ukrainienne. Pour elle, ces besoins portent sur la santé, le logement, l'aide humanitaire, les enfants et l'éducation. L'année dernière, elle a créé la Fondation Olena Zelenska afin de mobiliser davantage d'aide mondiale autour de ces questions. En mars, l'Institut BEI, la branche philanthropique de la Banque européenne d'investissement, a fait don de 800 000 euros à sa fondation.

Ce don vient en aide à plus de 2 000 enfants dans 280 orphelinats en Ukraine. « Depuis le tout début de l'invasion, dès les premiers mois, nous avons commencé à recevoir des demandes d'aide de la part d'orphelinats de type familial », explique-t-elle, précisant que ces foyers sont gérés par des familles qui adoptent chacune cinq à dix enfants ayant perdu leurs parents. Les fonds de l'Institut BEI aident ces ménages à acheter des appareils électroménagers, des vêtements, de la nourriture, des jouets et « tout ce dont une famille a besoin pour traverser ces mois plus paisiblement », ajoute-t-elle.

La guerre a considérablement augmenté le besoin de prendre en charge les enfants qui se retrouvent sans parents. La fondation a pour objectif ultime de trouver des foyers permanents pour ces orphelins. Elle lève des fonds pour un projet pilote visant à construire dix orphelinats de type familial pour des enfants dont la famille a perdu sa maison sous les bombardements ou a dû partir pendant l'occupation.

« Nous prenons soin des générations futures d'Ukrainiens », affirme Olena Zelenska.

Des problèmes chaque jour plus grands

Quand les problèmes humanitaires ont commencé à croître chaque jour après l'invasion russe, les nombreuses offres d'assistance émanant de l'étranger ont donné à Olena Zelenska l'idée de créer une fondation.

« Les appels à l'aide en faveur de l'Ukraine étaient nombreux », dit-elle. « Ma tâche principale, celle de la fondation, est vraiment d'accumuler de l'aide. Et j'espère y parvenir. »

“ S’ils oublient l’Ukraine maintenant, ils occultent également leur propre avenir. ”

La fondation utilise également des fonds pour :

- rénover des cliniques et apporter des médicaments et des fournitures médicales ;
- maintenir les personnes en activité en leur donnant un nouvel espace de travail ;
- garantir la scolarisation des enfants en réparant des bâtiments publics et en fournissant des abris anti-bombes ;
- offrir des subventions pour la formation et la recherche scientifique ;
- soutenir un programme de santé mentale pour les Ukrainiens souffrant des horreurs de la guerre, y compris les personnes qui sont devenues handicapées.

Comment ne pas s’effondrer

Assurer le fonctionnement de l’approvisionnement en électricité et en gaz a été l’un des problèmes majeurs cet hiver en Ukraine, affirme Olena Zelenska.

« Il est incroyablement inspirant de voir Kiev illuminée par des lanternes le soir », dit-elle. « Cela signifie que nous ne reculons pas. »

« Tout le monde travaille », ajoute-t-elle, certains dans les tranchées sous le commandement de l’armée, d’autres dans des bureaux et d’autres enfin dans la rue, et les enfants vont à l’école. « Le travail nous empêche de nous effondrer complètement et nous incite à nous lever le matin. »

La Première dame explique que le besoin d’aide étrangère reste immense. Que ce soit sous la forme d’une aide financière ou militaire, ou de déclarations publiques des dirigeants du monde entier comme on en lit chaque jour, cela encourage la population ukrainienne à continuer le combat.

« Notre économie n’est pas conçue pour supporter des pertes aussi importantes qu’aujourd’hui », dit-elle. « Nous allons devoir continuer à tenir bon pendant un long moment et nous préparer au fait que nous aurons encore besoin d’aide. »

Certains Ukrainiens ont l’impression qu’on commence à oublier, dans certaines régions du monde, que la guerre fait encore rage, poursuit-elle.

« S’ils oublient l’Ukraine maintenant, ils occultent également leur propre avenir. Bien entendu, nous attendons tous et toutes la victoire. Elle est pour nous certaine. Mais pour l’obtenir, nous avons encore beaucoup à faire. »

UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

La BEI appuie des centaines de projets essentiels à la vie de la population ukrainienne pendant la guerre

Les Nations unies estiment que près de 20 millions de personnes en Ukraine, soit environ 40 % de la population, ont besoin d'aide humanitaire. Quelque 8 millions d'habitants ont fui vers les pays voisins. Plus de 5 millions d'Ukrainiens ont déménagé dans d'autres régions de leur pays pour échapper aux combats.

La Banque européenne d'investissement a approuvé trois grandes enveloppes de financement en faveur de l'Ukraine pendant la guerre. Une première enveloppe de 668 millions d'euros, peu après le début de la guerre, a aidé l'État à couvrir les besoins urgents. Une deuxième enveloppe, approuvée en juillet 2022, d'un montant de 1,59 milliard d'euros, a contribué à la remise en état des infrastructures endommagées et à la relance d'autres projets cruciaux. Une tranche d'un peu plus de 1 milliard d'euros, décaissée de cette deuxième enveloppe, a aidé le pays à réparer les routes, les ponts, les chemins de fer et les bâtiments publics détériorés, ainsi qu'à restaurer d'autres services. La troisième enveloppe, approuvée fin mars 2023, servira à créer le fonds « EU for Ukraine » afin de permettre aux États membres, à la Commission européenne et à d'autres pays et donateurs de soutenir le redressement de l'Ukraine. Ce fonds s'accompagnera d'une enveloppe de 100 millions d'euros destinée à l'assistance technique.

Autres interventions de la BEI :

- L'Institut BEI a offert une aide humanitaire de 2,5 millions d'euros aux Ukrainiens touchés par la guerre.
- Des subventions de l'UE à hauteur de 59 millions d'euros ont été réaffectées à la réparation des trains et des lignes ferroviaires en Ukraine, à l'installation de ponts provisoires et à l'amélioration des soins de santé et de logements au bénéfice des personnes contraintes de fuir leur foyer.
- Quelque 550 millions d'euros ont servi à la réfection de dizaines de ponts, de plus de 2 100 kilomètres de routes et de points de passage frontaliers ferroviaires.
- Des subventions représentant 13 millions d'euros, allouées au titre du Fonds fiduciaire d'assistance technique en faveur des pays du Partenariat oriental, ont soutenu des projets dans des régions où les collectivités ukrainiennes prennent en charge environ 700 000 personnes ayant fui leur foyer. Ce fonds est appuyé par l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède et la Tchéquie.

Appuyer des projets en dehors des zones de conflit

La Banque européenne d'investissement intervient en Ukraine depuis 15 ans, en finançant des projets dont le montant total s'élève à plus de 7 milliards d'euros. En 2014, après l'occupation de l'est de l'Ukraine et l'annexion de la Crimée par la Russie, nous avons approuvé un prêt-cadre de relèvement rapide de 200 millions d'euros afin d'aider les personnes ayant fui le conflit et les villes ayant accueilli un grand nombre de réfugiés. Ce type de prêt peut aider à financer presque tous les projets publics essentiels à la

“ La population ukrainienne ne veut pas de cadeaux de notre part. Elle veut être un partenaire. ”

vie quotidienne, allant des systèmes de chauffage aux établissements scolaires, en passant par les hôpitaux et les centres sportifs. Nombre de ces bâtiments ont été endommagés par la guerre, y compris l'un des éléments phares du programme de relance : une bibliothèque et un centre technologique de pointe à Marioupol. Dans cette ville, environ 90 % des logements ont été endommagés, et 40 % de ces maisons ou appartements ne peuvent pas être reconstruits.

Nous aidons également l'Ukraine à reconstruire ou à réparer des centres logistiques, à livrer des couvertures, des tasses isothermes et des sacs à dos aux personnes qui se cachent dans des abris anti-bombes, à construire des logements pour les personnes qui ont dû déménager en raison de la guerre, à améliorer les services d'ambulance et de lutte contre les incendies, et à remédier aux pannes d'électricité et de gaz.

Maintenir l'approvisionnement de l'Ukraine en électricité et en gaz va au-delà de la simple réparation des dommages. Les entreprises de services publics du pays sont mises à mal par la guerre, car leurs dépenses augmentent et leurs revenus chutent, des millions de personnes ne pouvant pas payer leurs factures d'énergie.

Des villes entières isolées en raison de ponts détruits

Dans toute l'Ukraine, des ponts ont été détruits par les forces russes ainsi que par les Ukrainiens tentant de freiner l'avancée de l'adversaire. La banque de l'UE contribue au financement de ponts flottants provisoires dans toute l'Ukraine.

À la question de savoir si l'Ukraine doit s'endetter davantage pendant une guerre, Violaine Silvestro von Kameke, chargée de prêts principale à la BEI, répond que le pays a besoin de subventions et de prêts pendant cette période, et que la Banque européenne d'investissement offre des conditions de financement généreuses.

« L'Ukraine peine aujourd'hui à obtenir des financements de la part des marchés », explique-t-elle. « Avec le soutien de l'UE, nous proposons des prêts assortis de très longs différés, ce qui permet de retarder le remboursement pendant une longue période, allant parfois jusqu'à cinq ans. La population ukrainienne ne veut pas de cadeaux de notre part. Elle a sa fierté. Elle veut être un partenaire. »

« NOUS NE POUVONS PAS PERDRE TOUTE UNE GÉNÉRATION »

Les autorités municipales ukrainiennes demandent des investissements pour reconstruire les écoles, instruire les enfants et restaurer les services

Le 23 février 2022, les enfants ukrainiens sont rentrés de l'école, ont fait leurs devoirs, dîné, préparé leurs affaires pour le lendemain, puis sont allés au lit. Mais pour beaucoup, le lendemain n'est pas arrivé.

C'est ainsi qu'Andriy Vitrenko décrit la situation de nombreuses familles en Ukraine. Les lendemains n'arrivent tout simplement pas. Andriy Vitrenko, premier vice-ministre ukrainien de l'éducation et des sciences, explique qu'un an après l'invasion russe, la reconstruction des écoles détruites est une priorité : il s'agit d'assurer la sécurité des enfants et de préserver leur avenir.

« Cette incertitude quant à savoir si une école va ouvrir ou non est notre lot quotidien en Ukraine », témoigne Andriy Vitrenko. « L'enseignement se heurte à des conditions difficiles dans notre pays. Nous avons besoin de nouveaux manuels, de nouvelles chaises et de nouveaux bureaux pour les enfants, ainsi que de nouveaux abris. »

C'est en ces mots qu'Andriy Vitrenko a décrit la situation dans son pays lors d'une visite à Luxembourg début février 2023, à l'occasion du Forum économique pour le redressement rapide de l'Ukraine, parrainé par la Banque européenne d'investissement. Selon les autorités ukrainiennes, les dommages causés par l'invasion russe se chiffrent déjà à plus de 750 milliards de dollars. Une cinquantaine de représentants sont venus d'Ukraine pour participer au forum, notamment des hauts responsables de l'État et des maires qui luttent pour que les services essentiels continuent de fonctionner dans leurs villes.

Le maintien des écoles ouvertes est l'un des plus grands problèmes qu'a dû gérer Serhiy Solomakha, maire de Myrhorod, ville du centre de l'Ukraine, après l'invasion russe. Myrhorod est célèbre pour ses thermes. La ville accueille plus de 10 000 personnes qui ont dû fuir de chez elles, ce qui représente plus de 20 % de sa population.

La scolarisation immédiatement entravée

« Dès le début de la guerre, le problème des établissements d'enseignement s'est posé », explique Serhiy Solomakha, « mais chaque jour a été synonyme de nouveaux problèmes : cabinets médicaux, transports au centre-ville, approvisionnement en chauffage et en eau, logement, etc. »

La première semaine de l'invasion, les enfants vivant dans des zones dangereuses du pays sont passés à un apprentissage exclusivement en ligne, ont témoigné les maires présents. Quelques mois plus tard, lorsque de nombreuses villes ont réalisé qu'elles pouvaient organiser certains cours dans des bâtiments scolaires, les écoles ont commencé lentement à rouvrir leurs portes, à condition de disposer d'un abri antiaérien.

“ Chaque jour a été synonyme de nouveaux problèmes : cabinets médicaux, transports au centre-ville, approvisionnement en chauffage et en eau, logement, etc. ”

Myrhorod utilise l'argent d'un prêt signé par BEI Monde et l'Ukraine et destiné au redressement du pays, afin de réparer les dommages causés par le conflit avec la Russie. Une partie du prêt (500 000 euros) a permis de financer la rénovation de deux bâtiments phares, à savoir une école d'esthétique endommagée et un établissement artistique. Ces deux bâtiments sont fréquentés par plusieurs centaines d'étudiants chaque jour, dont certains sont issus de quelque 2 000 familles de réfugiés.

Pour Artem Semenikhin, maire de Konotop, une petite ville du nord-est de l'Ukraine, à l'heure où il faut se tourner vers l'avenir et décider comment remettre le pays sur pied, il est important de se rappeler que la guerre n'a pas commencé il y a un an.

« La guerre dans notre pays dure depuis plus de huit ans », précise-t-il, évoquant l'invasion russe de la péninsule ukrainienne de Crimée. « Le prix à payer est extrêmement élevé pour notre société, mais cela nous a vraiment fait commencer à apprécier la liberté. »

Artem Semenikhin et Serhii Morhunov, maire de Vinnytsia dans le centre-ouest de l'Ukraine, affirment qu'avec la guerre, davantage d'Ukrainiens se sont intéressés au problème russe – que beaucoup avaient tenté d'ignorer dans le passé en se concentrant sur des préoccupations davantage liées à l'environnement local de leur quotidien.

« La guerre a un impact négatif sur tout citoyen de n'importe quel pays ou ville », affirme Serhii Morhunov. « Mais s'agissant des Ukrainiens, avant toute chose, la guerre a soudé l'ensemble de la société. Et, plus que jamais, tout le monde est prêt à combattre l'ennemi qui a attaqué notre pays. »

Les enfants risquent de subir un retard sur plusieurs années

Les enfants courent le danger d'accumuler un énorme retard, ce dont le pays souffrirait pendant longtemps, explique Serhiy Solomakha, maire de Myrhorod.

« Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre toute une génération maintenant », assure-t-il. « Si nous n'instruisons pas cette génération d'enfants pendant cette guerre, dans cinq à dix ans, nous connaissons beaucoup d'autres problèmes. Les enfants doivent posséder certaines connaissances et compétences pour bâtir l'Ukraine de demain. »

« AUCUN AUTRE DRAPEAU NE FLOTTERA ICI »

Un maire ukrainien explique comment les prêts de l'UE ont aidé la population à refuser l'occupation

Lorsque l'invasion à grande échelle a débuté, les dirigeants russes ont affirmé qu'ils seraient les bienvenus dans certaines régions de l'Ukraine, en particulier près de la frontière, où une grande partie de la population est russophone et d'origine russe, et où les liens culturels sont forts.

Grâce à des personnes comme Ivan Fedorov, l'accueil est loin d'avoir été chaleureux.

« Ma mission première aujourd'hui est d'aider la population et d'accélérer la victoire de l'Ukraine », déclare celui qui, à 34 ans, est le plus jeune maire jamais élu à Melitopol, une ville située juste au nord de la Crimée, où 90 % des habitants sont russophones. Ivan Fedorov a rapidement qualifié les Russes d'« envahisseurs ». Il a fait flotter le drapeau ukrainien le plus longtemps possible et a ouvertement encouragé la résistance.

Occupée depuis le début de la guerre, Melitopol fait partie des quatre régions que la Russie a annexées en septembre 2022. Ivan Fedorov anime régulièrement des émissions en direct sur les réseaux sociaux pour convaincre les habitants que la ville fait tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le maintien des services. Dans des vidéos, il incite les citoyens à garder leur calme et promet de hisser de nouveau le drapeau ukrainien dans le centre-ville. « Aucun autre drapeau ne flottera ici », a-t-il déclaré dans une intervention.

Aimer la ville et l'aménager davantage

La vie est dure à Melitopol en temps de guerre. La ville comptait environ 150 000 habitants au début du conflit, mais elle a désormais perdu deux tiers de sa population. La région a subi un assaut brutal le premier jour de l'invasion, le 24 février 2022. Des roquettes russes ont alors détruit l'aérodrome de la ville et de gros véhicules militaires russes ont défilé dans les rues. Melitopol a été l'une des premières localités ukrainiennes à tomber.

Le 11 mars, des soldats russes ont pénétré dans le bureau d'Ivan Fedorov dans le centre de Melitopol, lui ont mis un sac sur la tête et l'ont arrêté. Il a été détenu pendant une semaine, jusqu'à ce qu'un échange de prisonniers soit organisé. Il n'a pas subi de torture physique, mais il a côtoyé des personnes qui avaient été maltraitées lors d'interrogatoires. Certaines avaient eu les mains brisées.

Ivan Fedorov est bien connu des chargés de prêts et des ingénieurs de la BEI. La Banque aide la ville et la région de Zaporijjia depuis l'invasion russe de 2014. Les investissements de la BEI ont aidé à reconstruire des jardins d'enfants, des écoles primaires, des centres sportifs, un hôpital traitant les maladies infectieuses, des établissements de soins et d'autres sites à Melitopol. Les nombreuses années de partenariats et de projets de construction ont incité les habitants à se tourner vers l'Europe à l'arrivée des Russes.

“ Ma mission première aujourd’hui est d’aider la population et d’accélérer la victoire de l’Ukraine. ”

« Il s’agit d’améliorer la qualité de vie », répond Ivan Fedorov lorsqu’on lui demande pourquoi il travaille avec la Banque européenne d’investissement. « Nous obtenons de l’aide pour les entreprises, le tourisme et la logistique. Nous sommes en mesure de poursuivre l’élaboration d’un plan de reconstruction. Il n’y a aucune tolérance pour la corruption, et la population se met à aimer la ville et à vouloir l’aménager davantage. »

Aujourd’hui, à Melitopol, de nombreux habitants sont régulièrement arrêtés dans le but d’affaiblir la résistance. Les enfants qui fréquentent les écoles doivent suivre un apprentissage contrôlé par la Russie. Il est dangereux de quitter la ville, mais ceux qui le font obtiennent un hébergement gratuit à Zaporijjia, le centre administratif de la région, à environ 170 kilomètres au nord de Melitopol. Ivan Fedorov travaille en ligne depuis Zaporijjia.

Plus résilients et plus courageux depuis l’invasion

« Chaque jour apporte son lot de nouveaux problèmes à résoudre », explique Ivan Fedorov à propos de l’occupation. « J’ai de la peine pour ma ville et mon peuple. Avec l’ensemble de l’équipe, nous sommes devenus plus résilients et plus courageux pendant cette période. »

Il ne fait aucun doute pour lui que l’Ukraine gagnera la guerre.

« Je suis assurément optimiste », affirme-t-il. « Les Ukrainiens choisissent la vie et le montrent au quotidien, sur le front comme à l’arrière. »

CINQ FAÇONS DE RECONSTRUIRE EN TEMPS DE GUERRE

Un rapport préconise de mieux cibler l'assistance et de renforcer la coopération avec les organisations humanitaires

Comment reconstruire un pays ravagé par la guerre ? Ce n'est généralement pas la mission de la BEI. Mais l'engagement massif de la banque de l'UE pour soutenir l'Ukraine après l'invasion russe impose de répondre à cette question.

« Nous nous concentrons généralement sur les opérations financières et nous n'élaborons pas de stratégies pour aider les pays en guerre », explique Jean-Erik de Zagon, chef du bureau de la Banque européenne d'investissement à Kiev. « Mais nous avons besoin d'un plan pour gérer les énormes ressources que nous investissons pour reconstruire l'Ukraine. »

En collaboration avec le Boston Consulting Group, la BEI a examiné des documents publics sur la guerre en Ukraine, en particulier les conclusions de la conférence internationale qui s'est tenue à Lugano en Suisse en juillet 2022 afin de lever des fonds pour le redressement de l'Ukraine. Plus de 30 chargés de prêts, ingénieurs et autres experts de la Banque européenne d'investissement ont contribué au rapport qui a résulté de cette analyse.

Le document final, publié en février 2023 et intitulé *A Study on Potential Recovery Strategies for Ukraine* (Étude sur des stratégies de redressement possibles pour l'Ukraine), offre une évaluation sans appel des besoins du pays. Selon ce rapport, le produit intérieur brut annuel de l'Ukraine devrait se contracter de plus de 30 % en raison de la guerre avec la Russie. Tous les secteurs économiques sont en difficulté, mais surtout l'industrie lourde, l'approvisionnement en énergie et le commerce extérieur.

La survie de l'Ukraine en tant qu'État souverain est une condition préalable à la reprise future et à la modernisation à long terme, indique l'étude. « Si l'Ukraine ne parvient pas à survivre maintenant, rien ne fonctionnera », ajoute Jean-Erik de Zagon.

Voici quelques-uns des principaux problèmes auxquels l'Ukraine est confrontée :

- la guerre a poussé plusieurs millions de personnes à quitter leur foyer ;
- le processus d'examen, d'approbation et de mise en œuvre des prêts et subventions visant le redressement et la reconstruction en Ukraine présente un goulet d'étranglement ;
- la valeur mensuelle des exportations de marchandises a nettement baissé par rapport à l'avant-guerre (-62 %) ;
- les petites et moyennes entreprises enregistrent une baisse moyenne de leur chiffre d'affaires de près de 80 %.

“ Si l’Ukraine ne parvient pas à survivre maintenant, rien ne fonctionnera. ”

Des solutions pour reconstruire l’Ukraine

Le rapport sur le redressement de l’Ukraine décrit comment la Banque européenne d’investissement et d’autres organisations peuvent aider le pays à survivre et à se rétablir.

1) Offrir davantage d’aide dès maintenant

« Si nous n’intensifions pas nos activités maintenant, pendant la crise, nous aurons accumulé tellement de retard lorsque nous lancerons enfin nos opérations que tout sera plus difficile », argumente Jean-Erik de Zagon. « La population ukrainienne a besoin d’aide maintenant : il lui faut de la nourriture, des médicaments, des abris, des écoles, des hôpitaux. »

Les corridors de solidarité qui améliorent les liaisons entre l’Ukraine et les pays frontaliers jouent un rôle important pour maintenir l’économie en vie.

2) Aider les secteurs vitaux du pays

Les besoins de l’Ukraine dépassent de loin le montant des fonds disponibles, et les institutions financières internationales doivent donc se concentrer sur les investissements qui sont les plus importants pour continuer de faire fonctionner l’économie et jeter les bases d’un redressement à long terme.

« Lorsqu’il s’agit de décider où affecter les ressources, les choix sont très difficiles », commente Jean-Erik de Zagon. « Quels projets devez-vous financer en premier, quelles routes faut-il réparer tout d’abord, quelles infrastructures sont nécessaires aujourd’hui, quels abris faut-il construire, de quelle nourriture a-t-on besoin ? »

3) Améliorer la coopération avec l’Union européenne

L’avenir de l’Ukraine est lié à l’intégration à d’autres démocraties, en particulier celles qui sont les plus proches du pays. L’amélioration de la coopération et de l’intégration avec l’Union européenne est bénéfique pour l’Ukraine, l’Europe et l’ensemble du monde démocratique.

4) Laisser l’Ukraine prendre les rênes du redressement

L’Ukraine doit s’approprier l’effort de reconstruction. Si les organisations internationales doivent prodiguer des conseils et suivre le processus de redressement, l’Ukraine devra s’affranchir un jour de l’aide internationale, une fois la guerre terminée.

« Nous pouvons apporter nos idées et notre expérience, mais nous devons donner le pouvoir à l’État et au peuple », poursuit Jean-Erik de Zagon.

5) Travailler main dans la main

Les institutions financières internationales doivent chercher comment elles peuvent être le plus utiles en travaillant main dans la main, puis en renforçant ces partenariats.

« Les besoins sont tellement énormes, face à des ressources insuffisantes ; nous devons donc veiller à œuvrer ensemble et à nous coordonner », conclut Jean-Erik de Zagon, qui rencontre chaque semaine des Ukrainiens, des institutions de l’UE et des organisations humanitaires du monde entier pour s’assurer que toutes les possibilités sont exploitées afin d’aider l’Ukraine.

LES BESOINS DES RÉFUGIÉS

Des mesures prises en solidarité avec l'Ukraine aident les pays voisins à répondre aux besoins des Ukrainiens à la recherche de nouveaux logements

Alors que les troupes russes envahissaient leur pays, 7,5 millions de réfugiés ukrainiens ont traversé les frontières pour fuir vers la Pologne. Des milliers de bénévoles polonais se sont mobilisés pour aider les déplacés et les accueillir dans leurs maisons, leurs écoles et leurs entreprises.

Aucune fin à ce conflit ne se profilant, la Pologne est confrontée à un nouveau défi : l'installation à long terme de ces nouveaux arrivants.

« Les besoins des réfugiés ont évolué », explique Grzegorz Gajda, spécialiste principal du secteur urbain à la BEI qui a accueilli cinq réfugiés ukrainiens chez lui en Pologne. « Ils ont besoin d'un emploi, de revenus stables, d'une éducation gratuite et d'un accès sans frais à la santé et aux services publics pour commencer une nouvelle vie en Pologne. »

Pour contribuer à l'intégration des réfugiés ukrainiens, la BEI a approuvé un prêt de 2 milliards d'euros, signé en juin 2022.

S'adapter à une nouvelle réalité

La Pologne a accueilli plus de 1,5 million de réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre. L'ampleur de l'afflux est telle que la population de Rzeszów, la plus grande ville du sud-est de la Pologne, a augmenté de 50 %. À Varsovie, l'augmentation de la population est de 15 %, à Cracovie de 23 % et à Gdańsk de 34 %.

Les réfugiés ukrainiens ont le droit de vivre et de travailler légalement dans toute l'Union européenne. Ils peuvent également bénéficier des mêmes avantages que les citoyens polonais, tels que l'assurance maladie, l'éducation publique gratuite et l'allocation pour enfant.

Cette nouvelle réalité pèse toutefois sur les autorités locales. Avec le grand nombre de réfugiés qui veulent rester et travailler en Pologne tant que la guerre se poursuit, les autorités peinent à répondre aux besoins de ces nouveaux arrivants.

« Lorsque l'enthousiasme local initial se tarit et que les ressources sont épuisées, une solution systémique doit prendre le relais », déclare Tomasz Balawajder, conseiller juridique à la BEI. « Vous devez vous assurer que le secteur public fonctionnera efficacement et apportera un soutien financier et des avantages sociaux aux communautés d'accueil et aux réfugiés. »

“ L’objectif est vraiment la création d’un endroit sûr pour tous les Ukrainiens. ”

Une planification minutieuse

L’intégration de millions de réfugiés nécessite du temps, une planification minutieuse, de nouvelles infrastructures et de l’argent.

C’est pourquoi, moins d’un mois après l’invasion, l’État polonais a créé l’Aid Fund, un fonds d’aide qui finance tous les projets et activités nécessaires pour aider et intégrer les réfugiés ukrainiens. Il est géré par Bank Gospodarstwa Krajowego (BGK).

La Banque européenne d’investissement a déjà décaissé 600 millions d’euros en faveur de ce fonds, la première tranche des 2 milliards d’euros qui doivent lui être octroyés. BGK distribue les fonds aux collectivités locales et à d’autres entités publiques qui accueillent et hébergent des réfugiés ukrainiens.

« Nous avons dû créer une nouvelle forme de coopération pour générer des ressources pour un large éventail d’activités soutenant les réfugiés ukrainiens et les aidant à se sentir comme des citoyens polonais », explique Robert Faliński, directeur de l’office de gestion du fonds chez BGK.

Construire un nouveau chez-soi

Les enfants et les femmes sont profondément touchés par la guerre. Pourtant, les enfants vont à l’école, tandis que les femmes travaillent et aident leurs proches et leurs compatriotes en Ukraine autant qu’elles le peuvent.

« Les femmes et les enfants représentent 90 % des réfugiés en Pologne », explique Vasco Amaral Cunha, chargé de prêt pour le secteur public en Pologne à la Banque européenne d’investissement. « L’opération mettra l’accent sur la satisfaction des besoins les plus élémentaires des femmes et des enfants. »

Ce financement supplémentaire permettra aux personnes déplacées de continuer à bénéficier d’un accès aux soins de santé et à d’autres services publics importants pendant leur séjour en Pologne. Il aidera les autorités locales à construire des écoles et des hôpitaux, à moderniser et à adapter les infrastructures existantes et, surtout, à soutenir les communautés d’accueil.

L’amélioration des infrastructures publiques, en particulier des services administratifs numériques, ouvrira également des perspectives économiques pour les réfugiées et créera des avantages sociaux plus larges pour la population locale polonaise.

« L’objectif est vraiment la création d’un endroit sûr pour tous les Ukrainiens arrivant en Pologne », dit Vasco Amaral Cunha. « Dans le même temps, nous aidons les collectivités locales à leur fournir, ainsi qu’à leurs communautés d’accueil, l’infrastructure et les services publics nécessaires. »

DURABILITÉ ET SOCIÉTÉ

“ Il est primordial d’investir dans les villes secondaires pour répondre à la demande croissante d’eau et réduire les disparités. Je suis tellement heureux que nous ayons pu amplifier l’impact du projet. ”

Emmanuel Chaponniere, ingénieur principal à la Banque européenne d’investissement

L'un des meilleurs moyens d'aider une société et son économie est de proposer de petits prêts qui permettent aux jeunes entreprises ou entrepreneurs de lancer de nouvelles idées et de développer leur activité. Les organismes de microcrédit montrent aux entreprises comment croître de manière adaptée. La formation et le partage des connaissances sont également importants, en particulier pour les entrepreneuses, car ce sont elles qui ont le plus de mal à obtenir des prêts. Et nous n'oublions jamais les éléments indispensables à une vie décente, tels que l'eau potable, des routes sûres et une éducation de qualité.

HARMONISER LES PRÊTS

L'institution palestinienne de microfinance Faten mobilise des millions pour les petites entreprises

Shua'a Yassin ne demande qu'à offrir des tests spécialisés de meilleure qualité, plus rapides et à plus large spectre aux patients qui viennent dans son laboratoire de Ramallah, en Cisjordanie. Technicien de laboratoire spécialisé en hématologie, Shua'a Yassin a quitté son emploi au ministère palestinien de la santé en 2014 pour fonder Lab Tech.

« Au départ, nous effectuons de simples tests de routine car nous étions un laboratoire généraliste », témoigne-t-il. « Puis nos activités ont pris de l'ampleur et nous nous sommes spécialisés en hématologie et en tests moléculaires. »

Pour élargir son offre de services, Shua'a Yassin avait besoin de matériel plus sophistiqué. Il a été en mesure d'en faire l'acquisition grâce à des prêts octroyés par Palestine for Credit and Development – Faten, une institution de microfinance basée à Ramallah, qui a reçu en 2022 la deuxième tranche d'un prêt de 10 millions de dollars de la Banque européenne d'investissement.

Financer les microentreprises

Faten est une organisation à but non lucratif créée en 1999 pour aider les microentrepreneuses. « Puis nous nous sommes développés au fil des ans pour fournir des services de microfinance à destination de tous types de publics », explique Lubna Aboudi, directrice du département des investissements et de la trésorerie de Faten.

Il s'agit aujourd'hui de la plus grande institution de microfinance en Cisjordanie et à Gaza. L'encours de son portefeuille s'élève à près de 157 millions de dollars, en faveur de 26 400 bénéficiaires actifs, selon Hamza Ghannam, qui est à la tête du service des crédits au sein de l'institution. Aujourd'hui encore, plus de 30 % des clients sont des femmes.

« Nous avons 35 agences dans les territoires palestiniens, dont huit à Gaza », poursuit Hamza Ghannam. « Nous disposons aussi d'une agence virtuelle. Depuis la pandémie de coronavirus, nous avons axé nos efforts sur le passage au numérique de nos procédures et de nos activités. »

En 2019, la BEI a signé un accord de prêt de 10 millions de dollars avec Faten. Pour que ce prêt porte ses fruits, la Banque a également apporté une assistance technique dans le cadre d'un programme axé sur la fourniture de services de conseil aux institutions de microfinance et à leurs clients. Elle renforce ainsi leurs compétences financières et de gestion.

“ Depuis la pandémie de coronavirus, nous avons axé nos efforts sur le passage au numérique de nos procédures et de nos activités. ”

Simplifier une myriade d'accords

Faten a accepté cette aide avec enthousiasme. L'institution de microfinance devait respecter 49 ensembles de conditions de prêt, ou conventions, émanant de 17 bailleurs de fonds différents. La tâche était complexe : parfois les conventions se ressemblaient beaucoup et ne présentaient que de légères différences entre elles. Par exemple, pour un bailleur de fonds, Faten devait calculer son ratio d'adéquation des fonds propres – un indicateur de sa santé financière – en ne tenant compte que de certains types d'actifs. Pour un autre bailleur de fonds, la gamme d'actifs pouvant être pris en compte était plus large.

Faten les a toutes examinées pour n'en retenir que six. L'institution a ensuite entamé une longue et complexe négociation avec chacun des bailleurs de fonds pour qu'ils approuvent les nouvelles conventions.

Prévu pour ne durer que quelques mois, le projet s'est finalement déroulé sur presque une année. Chaque bailleur de fonds a dû consulter son comité des risques avant de recontacter Faten, qui a pris en compte les demandes formulées. La proposition a ensuite été soumise à chacun des 16 autres bailleurs, selon le même processus.

Des conditions à l'épreuve des crises

La situation politique en Cisjordanie et à Gaza est compliquée et les crises fréquentes. « Nous ne contrôlons pas nos frontières, qu'il s'agisse de la frontière avec la Jordanie, des frontières maritimes ou des frontières avec d'autres pays autour de nous, comme le Liban et la Syrie », commente Hamza Ghannam. « Cela rend difficiles les exportations et les importations. »

Faten accorde des prêts aux microentreprises et aux petites entreprises qui ne disposent pas toujours des ressources nécessaires pour absorber les fluctuations monétaires en attendant que leurs exportations soient traitées. « Il leur faut beaucoup de temps pour exporter leurs produits », poursuit Hamza Ghannam.

Ainsi, lorsque les clauses ont été renégociées, il était également important que les bailleurs de fonds comprennent l'instabilité inhérente aux activités de Faten.

Au prix de compromis, les 17 bailleurs ont tous fini par adopter les six conventions. À l'issue de cette initiative, la BEI a pu débloquer les 8 millions de dollars. Depuis le décaissement, effectué en juillet, Faten a obtenu la confiance de trois nouveaux bailleurs de fonds, qui ont également accepté les mêmes conventions.

L'équipe d'assistance technique de la Banque espère qu'il sera possible de reproduire cette initiative avec d'autres institutions de microfinance actives dans des économies touchées par une crise.

LE CONFORT, C'EST AVOIR L'EAU COURANTE

De nouvelles infrastructures hydriques soulagent plus d'un million de personnes au Sénégal

Marie Sall s'est levée avant l'aube dans l'espoir de remplir un bidon pendant que l'eau coulait encore, afin que les sept personnes de sa famille aient assez d'eau pour boire et se laver pour la journée. Mais les robinets sont à sec depuis des semaines à Pikine, un quartier de Saint-Louis, ville du nord du Sénégal.

« Ce n'est pas une vie, ça », dit-elle en partageant entre ses cinq enfants une bouteille d'eau généreusement offerte par son voisin. Marie Sall n'a pas d'autre choix que de passer le reste de la journée à aller chercher de l'eau. Il y va de la survie de sa famille.

Un nouvel espoir se matérialise sous la forme d'un prêt de la Banque européenne d'investissement de 64,5 millions d'euros, associé à une subvention de 5,55 millions d'euros accordée par l'Union européenne au Sénégal. Grâce à ce financement, la famille de Marie Sall ainsi que tous les résidents de Saint-Louis et de deux autres villes du centre et du sud du pays, Kaolack et Kolda, auront accès à l'eau potable.

« Nous nous sommes tenus aux côtés de nos partenaires africains et avons fait face aux difficultés causées par la pandémie de COVID-19 », déclare François-Xavier Parant, chargé de prêts principal à la BEI qui a travaillé sur cette opération.

La Banque intervient au Sénégal depuis 1966 et est aujourd'hui l'un des partenaires les plus solides du pays. Ce prêt aidera le Sénégal à garantir l'accès de tous et de toutes à l'eau, alors que la croissance démographique et de graves sécheresses intensifient la pression sur des ressources en eau limitées.

Alimenter en eau les petites villes du Sénégal

Avec ses 230 000 habitants, Saint-Louis est nichée entre le fleuve Sénégal et l'Atlantique. Cet emplacement stratégique a permis à la ville de prospérer par le passé, mais elle la rend également vulnérable aux changements climatiques.

« Toute cette souffrance appartiendra au passé grâce à la nouvelle station d'épuration », déclare Abdou Diouf, directeur des travaux sur le terrain pour le compte de la Société nationale des eaux du Sénégal.

À l'issue du projet, Saint-Louis disposera :

- d'une nouvelle station de traitement de l'eau potable,
- de réservoirs de stockage et
- d'un réseau de distribution étendu.

“ Nous nous sommes tenus aux côtés de nos partenaires africains et avons fait face aux difficultés causées par la pandémie de COVID-19. ”

Kolda et Kaolack bénéficieront également de travaux similaires, avec à la clé un renforcement du réseau d’approvisionnement en eau et une amélioration de la qualité de l’eau potable pour les 634 000 habitants des trois villes. Ce projet, qui cadre avec les objectifs de l’initiative « Villes africaines durables », est essentiel. S’il n’y a pas d’eau dans les petites villes, leurs habitants migreront à la recherche d’une vie meilleure.

« Il est primordial d’investir dans les villes secondaires pour répondre à la demande croissante en eau et réduire les disparités », déclare Emmanuel Chaponniere, l’ingénieur principal de la BEI sur le projet. Les prêts précédents à la compagnie des eaux du Sénégal se sont concentrés sur la capitale, Dakar.

Plus de soutien pour plus d’impact

Certaines personnes, comme Ouleymatou Diakhaté, comptent sur les vendeurs de bouteilles pour survivre. Mais celles qui n’ont pas les moyens d’acheter de l’eau en bouteille boivent l’eau des réservoirs, impropre à la consommation, ce qui ne fait qu’aggraver les problèmes de santé existants causés par les maladies transmises par l’air et par l’eau.

La subvention de 5,55 millions d’euros de l’Union européenne, mobilisée par la BEI dans le cadre de l’Équipe Europe, aidera la compagnie des eaux sénégalaise à accélérer la réalisation de ses 35 000 raccordements à l’eau potable subventionnés pour 350 000 bénéficiaires dans tout le pays. « Je suis tellement heureux que nous ayons pu amplifier l’impact du projet », explique Emmanuel Chaponniere.

Le prêt de la BEI et la subvention de l’Union européenne bénéficient en particulier aux femmes, car c’est à elles et aux filles qu’incombe généralement la collecte de l’eau, une tâche chronophage qui empiète sur les études ou sur une activité rémunératrice.

Un partenaire solide

L’équipe de la BEI a approuvé ce projet concernant trois villes à distance et rapidement pendant la pandémie de coronavirus. Au mois d’octobre 2022, 13,5 millions d’euros avaient déjà été décaissés.

« Nous avons pu accélérer l’instruction en nous appuyant sur cette relation étroite établie de longue date. Nous savions comment la compagnie des eaux fonctionnait, et ils nous connaissaient bien également », explique François-Xavier Parant. « Ce projet est notre cinquième avec la Société nationale des eaux du Sénégal depuis 1995. »

Au titre des mesures d’urgence prises en réaction à la pandémie, la BEI a financé, à titre exceptionnel, près de 90 % des coûts du projet, contre un maximum de 50 % habituellement. Le financement supplémentaire de la Banque a permis à l’État sénégalais de libérer jusqu’à 34 millions d’euros pour la relance de l’économie à la suite de la crise causée par le COVID-19.

SORTIR DE LA CRISE

Les Marocaines utilisent la formation et l'accompagnement en ligne proposés par un organisme de microcrédit pour développer leur activité quand les temps sont durs

Salima Ennabali a ouvert sa propre boutique, où transparaît son intérêt pour la couture et la mode. « Quand je passais devant les magasins de couture, dit-elle, j'étais fascinée par les robes traditionnelles marocaines. »

Dans sa boutique, installée dans une rue animée de Meknès, dans le nord du Maroc, elle suspend l'une de ses robes brodées à la main. Elle la place à côté d'autres robes, à l'endroit parfait sur le mur pour montrer la palette de couleurs qu'elle propose. Elle prend ensuite une photo de son étalage pour les réseaux sociaux. C'est une façon intelligente de réaliser des ventes et un bon outil de marketing. Un conseil qu'elle a reçu d'un organisme de microcrédit qui aide les femmes à réussir quand les temps sont durs.

Pour ouvrir sa boutique, Salima Ennabali a contracté un prêt auprès d'Attadamoune Micro-Finance, une société de crédit qui donne des conseils et octroie de petits prêts à des centaines d'entreprises dans tout le Maroc, en se concentrant sur les personnes qui ont du mal à obtenir de l'aide auprès des banques traditionnelles. Ce qui distingue cet établissement, c'est son offre extrafinancière à l'intention des femmes, qui prend notamment la forme de formations et d'un accompagnement personnalisé.

« Attadamoune Micro-Finance a commencé en tant qu'association dont l'objectif était d'aider les femmes en situation de précarité, en reconnaissance de la place centrale qu'elles occupent au sein des familles marocaines », explique Kenza Serrhini, responsable du marketing de cet organisme.

« Attadamoune » signifie « solidarité » en arabe. L'entreprise a été fondée en 1994 par Khaddouj Gharbi, la seule femme à diriger un organisme de microcrédit au Maroc.

Un accompagnement pour aider les Marocaines à aller de l'avant

Une subvention d'assistance technique de 63 000 euros du Fonds pour l'inclusion financière de la BEI a permis à Attadamoune Micro-Finance de développer le programme « Motivateur de l'entrepreneuriat post-crise ». De 2020 à 2022, ce programme a aidé 450 entrepreneuses, dont Salima Ennabali, à bénéficier d'une formation au commerce en ligne.

Le Fonds pour l'inclusion financière est un fonds fiduciaire géré par BEI Monde. Les fonds de ce type fournissent des subventions, un soutien technique et d'autres formes d'assistance financière dans des dizaines de pays. Le Fonds pour l'inclusion financière soutient des groupes vulnérables dans les pays en développement. Le Luxembourg est le principal contributeur de ce fonds, avec près de 7 millions d'euros à ce jour. Le fonds promeut également l'égalité entre les sexes, l'esprit d'entreprise et la transition numérique. BEI Monde gère 12 fonds fiduciaires dans le monde.

« Il est très satisfaisant de voir les effets qu'ont ces subventions sur les bénéficiaires », déclare Cristiana Finotti, experte en assistance technique au sein de BEI Monde.

“ Mon rêve, après avoir travaillé dans différentes villes de mon pays, est de m’installer à l’étranger. ”

Pour les Marocaines, la croissance passe par l’internet

Grâce au programme visant à encourager l’entrepreneuriat au Maroc, 100 clientes d’Attadamoune Micro-Finance ont bénéficié d’un accompagnement afin de mettre sur pied un plan d’activité en ligne. Ces femmes ont appris à utiliser l’internet pour atteindre un nouveau public et même exporter de l’artisanat et des services. Cet accompagnement s’est révélé particulièrement bénéfique pendant la pandémie. Attadamoune Micro-Finance va maintenant étendre le programme de formation et d’accompagnement en commerce électronique à 2 500 femmes.

Ce programme aide les femmes à être davantage prises au sérieux dans le milieu des affaires et leur donne de meilleures chances d’obtenir des prêts auprès des banques classiques. Ce qui leur ouvre ensuite de nouveaux horizons. Prenons l’exemple de Fatiha Boularf, également entrepreneuse à Meknès, qui a suivi le programme de formation d’Attadamoune et travaille comme *negafa*, une « gardienne » des traditions des cérémonies du mariage marocain. Elle fournit des bijoux et d’autres accessoires que les femmes portent lors des mariages. Grâce à la formation au commerce en ligne, elle a augmenté ses revenus et développé son entreprise à l’international. « Mon rêve, après avoir travaillé dans différentes villes de mon pays, est de m’installer à l’étranger », confie-t-elle.

Avec le chiffre d’affaires supplémentaire dégagé, Fatiha Boularf a pu obtenir un prêt auprès d’une banque locale et acheter une camionnette, ce qui facilite le transport de ses outils et de ses produits jusqu’au lieu où sont organisés les mariages. Grâce à ses nouveaux revenus, elle a pu envoyer ses enfants dans de bonnes écoles et prévoit maintenant de leur acheter une maison afin qu’ils puissent être plus indépendants.

Influenceuse de mode grâce à un accompagnement destiné aux femmes

À Meknès, l’activité de Salima Ennabali est florissante grâce à la présence active en ligne qu’elle a mise en place sur trois réseaux sociaux.

« Mon rêve est de gérer un grand magasin dans un quartier chic, où je pourrai employer le plus de personnes possible », dit-elle, « en particulier les veuves, les divorcées et celles qui ont la charge de leurs parents. »

UN ACCÈS AU FINANCEMENT QUI PORTE SES FRUITS

Un prêt de l'UE aide des entreprises arméniennes à survivre

Sous 20 hectares de serres dans la province semi-aride du Kotayk, dans le centre de l'Arménie, Green Farmer, société agricole locale, cultive des tomates cerises en hydroponie. Les tomates sont l'une des principales exportations agricoles de l'Arménie. Le siège de l'entreprise, dans la ville de Hrazdan, se situe à moins d'une heure du temple de Garni, qui date du premier siècle et où une autre célèbre exportation arménienne, Kim Kardashian, s'est rendue en 2019 pour admirer les colonnades gréco-romaines.

Il est possible que la proximité d'un monument antique dédié à l'origine au dieu soleil Mithra soit bénéfique à une culture qui prospère sous les rayons du soleil. Mais pour Green Farmer, l'attrait principal de cet emplacement était le climat de la région et la proximité d'une centrale électrique au gaz pour chauffer les serres et cultiver les tomates.

Fondée en 2018, Green Farmer emploie aujourd'hui environ 230 personnes et ses serres, qui utilisent les dernières technologies italiennes et néerlandaises, produisent de 8 000 à 9 000 tonnes de tomates par an, destinées principalement à l'exportation vers la Russie et les Émirats arabes unis. Les débuts du projet n'ont pas été faciles, car l'entreprise a d'abord peiné à trouver une banque disposée à lui prêter les quelque 12 millions de dollars dont elle avait besoin.

Un prêt qui change la donne

La situation a changé lorsque l'entreprise a croisé la route d'Ardshinbank, un bailleur de fonds local qui travaillait avec la Banque centrale d'Arménie afin d'utiliser les fonds de l'UE pour développer le secteur privé du pays. Avec le soutien de la Commission européenne, la BEI a mis à la disposition de la banque centrale trois prêts de 50 millions d'euros sur dix ans, en 2014, en 2016 et en 2018, afin de permettre aux petites entreprises locales d'accéder à un financement moins onéreux par l'intermédiaire du système bancaire local. Dans le cas de Green Farmer, les fonds de la BEI ont contribué à couvrir le coût du projet à hauteur de 4,2 millions de dollars et ont permis à l'entreprise d'emprunter davantage de fonds afin de doter les vergers d'abricotiers, de cerisiers et de pommiers de la province d'Ararat d'un système antigèle et d'un filet pare-grêle de haute technologie, qui protège les arbres fruitiers contre la grêle, les rayons ultraviolets et le vent, ainsi que les oiseaux et les ravageurs.

« Les fondateurs ne disposaient pas de la totalité du montant à l'époque », explique Robert Kotsinyan, directeur chez Green Farmer. « Mais contracter un prêt pour l'entreprise était certainement la bonne décision à prendre et cela a porté ses fruits. »

“ Contracter un prêt pour l’entreprise était certainement la bonne décision à prendre et cela a porté ses fruits. ”

En 2023, une nouvelle ligne de crédit devrait appuyer la reprise économique et la résilience du pays en renforçant l'accès au financement des microentreprises, des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI). La ligne de crédit, qui a été approuvée en décembre 2022, se concentrera sur le soutien aux projets verts, aux entrepreneuses et aux petites entreprises en dehors de la capitale, Erevan.

La coopération étroite avec la banque centrale a été essentielle à la réussite du programme. « Travailler avec la Banque centrale d'Arménie est pour nous un excellent moyen de fournir un soutien de grande envergure avec une forte valeur ajoutée pour les PME et les ETI du pays », déclare Kirill Stoychev, chargé de prêts de BEI Monde. « Grâce à cette collaboration avec la banque centrale, le soutien de l'UE peut bénéficier à de petites entreprises via les canaux de distribution de pratiquement tout le secteur bancaire. »

La relation entre la Banque centrale d'Arménie et la banque de l'UE remonte à 2014. Elle comporte un volet important de conseil de la BEI.

« L'Arménie est un pays où nous intervenons constamment », précise Michael Steidl, qui travaille au sein de l'équipe de conseil de BEI Monde. « Nous avons travaillé avec le pays par le passé pour identifier les possibilités d'investissement dans l'action climatique dans les secteurs de l'agro-industrie et du tourisme et la manière dont les établissements financiers devraient répondre à cette demande. Avec ce nouveau prêt, nous nous concentrons sur le secteur numérique et sur les entrepreneuses. »

La mission de conseil de la BEI auprès de la banque centrale est financée par le Fonds fiduciaire d'assistance technique en faveur des pays du Partenariat oriental, un fonds fiduciaire financé par des États membres de l'UE.

UN AVENIR ASSURÉ POUR LES ENFANTS

Une subvention d'assistance technique de 600 000 euros améliore l'image des universités du Kosovo* auprès de ses habitants et à l'étranger

Pour ce pays à la population jeune, inciter les meilleurs et les plus brillants à rester devrait constituer une priorité, mais le secteur de l'éducation n'est pas à la hauteur des attentes de la jeunesse.

Le Kosovo compte huit universités publiques, situées dans plusieurs grandes villes, sans toutefois que les ressources et les équipements soient répartis de manière cohérente. Le nombre d'inscrits dans ces établissements n'a pas augmenté ces dernières années, mais l'importance de l'enseignement supérieur gratuit ou abordable dans le pays fait l'objet d'un large consensus.

Le ministère de l'éducation, de la science, de la technologie et de l'innovation veut changer la perception des universités publiques du Kosovo qu'à la population étudiante tant locale qu'internationale. La Banque européenne d'investissement a mis à disposition une subvention de 600 000 euros pour y contribuer. Accordée au titre du Fonds pour l'initiative Résilience économique au nom de ses donateurs – la Bulgarie, la Croatie, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Slovénie –, la subvention fournira une assistance technique spécialisée et aidera les universités du Kosovo à offrir aux étudiants les possibilités éducatives correspondant à leurs attentes.

Jeter les bases

Les institutions envisagent plusieurs projets, allant de l'amélioration des installations pour les étudiants et les chercheurs à des aspects immatériels, tels que l'élargissement du nombre de langues d'enseignement et l'adaptation des cursus universitaires aux besoins économiques et commerciaux du pays.

« Pour commencer, nous devons améliorer la transparence et la responsabilité, mais aussi le contrôle qualité et le suivi », déclare Shpresa Mehmeti du ministère de l'éducation du Kosovo. « Il ne s'agit pas seulement de fournir des fonds aux universités, mais de le faire d'une manière structurée qui réponde à leurs besoins, aux besoins de leurs étudiants et aux besoins de l'ensemble du pays », ajoute-t-elle.

Pour prospérer, ces établissements d'enseignement devront également jeter des ponts entre eux. Le système manque de cohésion : le travail effectué par certaines universités est mené à l'identique par d'autres établissements, tandis que d'autres besoins sont négligés. À titre d'exemple, plusieurs universités publiques peuvent proposer des cours dans des domaines spécialisés du droit ou de l'agro-industrie, alors qu'aucune ne propose de programmes concernant certaines sciences appliquées. Des investissements ciblés, des campagnes de promotion et des labels contribueront à cet objectif, et des mesures sont déjà en cours.

* Cette désignation est sans préjudice des positions exprimées par les États membres de l'UE sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244(1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis rendu par la Cour internationale de justice le 22 juillet 2010 sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

“ Nous devons accroître la participation de nos établissements d’enseignement supérieur aux programmes européens d’enseignement supérieur et de recherche scientifique. ”

L’International Business College de Mitrovica en est un bon exemple. Il s’agit d’un nouvel établissement créé en 2010 par SPARK, une organisation néerlandaise qui aide les jeunes dans les États fragiles à réussir dans le monde de l’entreprise et à l’université. Les autorités publiques d’autres pays, l’Union européenne et le ministère de l’éducation du Kosovo ont également participé à son financement. L’International Business College, dont les programmes appliquent les normes de l’UE, a reçu en 2018 l’agrément qui lui confère le statut d’établissement public d’enseignement supérieur sans but lucratif. Il illustre bien la direction que le Kosovo souhaite voir toutes ses universités publiques prendre : il a conclu des partenariats avec des institutions au Danemark et en Lituanie et offre des cursus aussi bien en anglais qu’en albanais. L’établissement est également labellisé par Evalag, l’agence allemande d’assurance qualité de l’enseignement supérieur.

Se hisser au niveau des homologues européens

Le Kosovo souhaiterait que la réussite de l’International Business College se généralise, et c’est pourquoi la subvention du fonds est si importante. Une université doit atteindre un certain niveau de qualité pour pouvoir participer à des initiatives et programmes internationaux tels qu’Horizon Europe. La subvention permettra aux universités du pays d’appliquer les meilleures pratiques éprouvées par leurs homologues de toute l’Europe. Cela vaut pour l’enseignement et les plateformes mises à la disposition des étudiants et du personnel universitaire. L’accès aux services numériques est essentiel à cet égard. Une infrastructure informatique adéquate permettra d’intégrer davantage les établissements du Kosovo dans les plateformes nationales et de les rapprocher des entreprises et des besoins réels du pays, tout en leur donnant accès aux réseaux universitaires mondiaux.

« Nous devons accroître la participation de nos établissements d’enseignement supérieur aux programmes européens d’enseignement supérieur et de recherche scientifique. Si nous recensons les domaines dans lesquels nous devons nous améliorer, il nous sera plus facile de réaliser cette ambition », conclut Shpresa Mehmeti.

LEVER LES ENTRAVES AUX DÉPLACEMENTS

Madagascar restructure son réseau routier pour favoriser les échanges commerciaux et faire face aux changements climatiques

Le réseau routier de Madagascar est endommagé chaque année par des événements météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques. La construction de nouvelles routes et la modernisation d'axes existants contribuent à desservir des zones rurales isolées et permettent le développement de ports internationaux dans le nord et le sud du pays.

Cette nation insulaire située au large de l'Afrique australe est de plus en plus vulnérable aux changements climatiques. Elle est régulièrement frappée par de graves événements météorologiques qui provoquent sécheresses et inondations. Les mauvaises récoltes y sont fréquentes.

Des cyclones dévastent Madagascar tous les ans, détruisant des tronçons entiers de routes et rendant le réseau, déjà insuffisant, impraticable. L'amélioration de l'état des axes routiers est essentielle pour un pays dans lequel seulement 11 % de la population rurale a accès à l'électricité.

« Les infrastructures routières constituent le principal problème de Madagascar », affirme Christophe Rakotomavo, directeur général de l'Agence routière de Madagascar. « Madagascar est une très grande île. Il y a une immense superficie à couvrir. L'entretien du réseau est difficile, car, comme on le sait, le pays est assez pauvre. Les rentrées fiscales sont insuffisantes pour financer les travaux. »

En décembre 2022, la Banque européenne d'investissement a décaissé un prêt de 50,4 millions d'euros et une subvention de 23,2 millions d'euros de l'Union européenne pour des travaux sur la route nationale RN6 reliant Diego-Suarez (Antsiranana en malgache) et Ambanja, au nord de l'île, et sur l'autoroute RN13 entre Ambovombe et Fort-Dauphin (Taolagnaro en malgache), dans la pointe sud de Madagascar.

Madagascar souhaite développer le port d'Antsiranana au nord et celui de Taolagnaro au sud, en les desservant par de meilleurs réseaux routiers. Ce développement est nécessaire car le pays importe de nombreux biens essentiels et dépend des revenus tirés des exportations, notamment de denrées alimentaires de luxe périssables, comme la vanille et les crustacés.

« On collecte, on prépare et on exporte des langoustines congelées », explique Ivan Staub, le directeur d'exploitation de Martin Pêcheur, un distributeur de produits de la mer qui possède une usine de transformation à Fort-Dauphin. « Pour cette collecte, on utilise une dizaine de pick-up. Dès qu'une route est refaite, ça nous intéresse parce que ça raccourcit les temps de transport. Plus le trajet est long, plus de langoustines meurent, ce qui est mauvais pour les affaires. »

Ouvrir les ports de Madagascar

Toamasina, sur la côte est de Madagascar, est la principale installation portuaire du pays. Elle traite environ 80 % du trafic maritime international. Elle est relativement bien reliée à Antananarivo par le réseau routier. Elle le sera bientôt encore mieux grâce à un périphérique qui contournera la capitale du pays en vue de réduire les embouteillages chroniques et qui est en voie d'achèvement, grâce à un prêt de 28 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement.

“ Les rentrées fiscales sont insuffisantes pour financer l’entretien du réseau. ”

« Les routes sont la clé de l’ouverture des ports dans ces régions », déclare Pierre Sarrat, ingénieur à la BEI.
« Il est primordial que les marchandises puissent y entrer et en sortir. »

Les nombreux avantages de routes en meilleur état

« Les routes sont nécessaires pour lutter contre la famine dans le sud, car elles permettent d’acheminer des denrées vers les personnes qui en ont besoin », explique Christelle Savall, chargée de gestion de portefeuille à la BEI. « Les travaux doivent garantir que la population pourra toujours utiliser la route, quoi qu’il arrive. Dans certaines localités du sud, la route est tellement endommagée que de grands tronçons ne sont pas praticables du tout. » Le concours apporté par la Banque européenne d’investissement pour améliorer l’état des axes routiers de Madagascar relève de la stratégie de l’Union européenne visant à soutenir les transports à l’échelle mondiale. L’UE a adopté la stratégie Global Gateway en 2021 afin de mettre en place des liaisons de transport intelligentes, propres et sûres et de renforcer d’autres domaines.

Concevoir des routes plus sûres

L’assistance de la BEI à Madagascar a notamment permis de financer des audits de sécurité routière dans le cadre desquels des experts se sont penchés sur les usagers de la route et les piétons.

« La sécurité joue un rôle essentiel dans l’aménagement des routes », poursuit Christelle Savall. « Lorsque nous décidons de modifier les flux de circulation, il faut s’assurer que cela ne s’accompagnera pas d’une augmentation du nombre de victimes. »

Les routes neuves et réparées respectent les normes internationales et remplacent souvent des pistes de terre emportées par des cyclones. Certains tronçons comportent des ponts. Ces ouvrages ont été renforcés pour améliorer leur résilience aux événements météorologiques défavorables.

« Nous avons tenu compte des changements climatiques dans la conception de tous les ponts et structures hydrauliques, et la chaussée de la RN6 a été renforcée conformément aux normes modernes », assure Pierre Sarrat.

LA SILICON VALLEY AU MOYEN-ORIENT

Des fonds de capital-risque appuient l'entrepreneuriat technologique et créent des emplois

Walid Hanna a toujours voulu créer une structure susceptible d'aider à l'émergence d'entrepreneurs au Moyen-Orient. Lorsque la crise financière mondiale a touché sa région en 2009, il a décidé d'agir. Toutefois, il a d'abord dû réaliser l'impossible, à savoir « amener la Silicon Valley au Moyen-Orient ».

En collaboration avec Walid Mansour, Walid Hanna a créé le fonds d'investissement Middle East Venture Partners en 2010. Ce fonds investit du capital-risque dans de jeunes entreprises du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ciblant notamment les technologies, l'innovation, les dirigeantes d'entreprise et les jeunes.

« À nos débuts, il n'y avait aucune structure semblable à la nôtre dans le monde arabe », se souvient Walid Hanna, qui travaille dans le domaine du capital-risque depuis plus de 20 ans. « Nous avons dû innover et expliquer ce qu'est le capital-risque à nos investisseurs. Nous avons été des pionniers par la force des choses. »

La société a investi dans plus de 60 entreprises au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Turquie et au Pakistan. « Une jeune pousse a difficilement accès au financement dans notre région », précise Walid Hanna. « Nous avons aujourd'hui de nombreuses réussites à notre actif. »

La Banque européenne d'investissement a soutenu le quatrième fonds de capital-risque de la société – le Middle East Venture Fund IV – au moyen d'une participation de 27 millions de dollars, signée en décembre 2022. Ce nouveau fonds aidera les entreprises du secteur des technologies numériques en phase de démarrage.

Un moteur du changement social

Les jeunes entreprises d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient jouent un rôle crucial dans la résolution de nombreux problèmes de la région. Mais elles peinent souvent à trouver des candidats ayant les bons profils, à vendre leurs produits sur d'autres marchés, à trouver de bons gestionnaires ou à obtenir des prêts. Il arrive aussi qu'elles ne disposent pas des infrastructures adéquates pour gérer leur activité. L'obtention de financements permettant de croître constitue généralement le plus grand défi.

« Lorsque nous avons débuté, il y a 12 ans, il était impossible pour une jeune entreprise de lever des fonds », ajoute Walid Hanna. « Encore aujourd'hui, malgré l'évolution du marché, c'est toujours mission impossible d'emprunter auprès d'une banque locale pour créer une entreprise. »

La société Middle East Venture Partners comble cette lacune et crée un écosystème entrepreneurial, en particulier dans les secteurs des technologies et du numérique. Parmi ses réussites régionales figurent Anghami, une application libanaise de diffusion de musique en ligne, et HyperPay, une jeune pousse jordanienne proposant un guichet unique de paiement pour les commerçants en ligne.

“ Nos investissements ont facilité l'accès des femmes au secteur des technologies. ”

L'activité de la société bénéficie aussi à la population : elle améliore les perspectives d'emploi et favorise la création d'entreprises dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les fonds présentent surtout des avantages pour les femmes et les jeunes.

« Nos investissements ont permis la création de plus de 73 000 emplois », déclare Walid Hanna. « Ils ont également facilité l'accès des femmes au secteur des technologies : elles occupent actuellement 27 % des postes permanents dans les entreprises composant notre portefeuille. »

Un nouveau marché du capital-risque en pleine croissance

En Afrique, une autre société de capital-risque, Partech Partners, se concentre également sur les créateurs d'entreprise. Fondée en 1982 dans la Silicon Valley, elle figure parmi les investisseurs les plus actifs au monde dans le secteur des technologies, son portefeuille comptant plus de 240 entreprises dans 40 pays.

En 2018, elle a lancé Partech Africa, le premier fonds qui s'inscrivait dans sa nouvelle stratégie axée sur l'Afrique. Son ambition est d'investir dans la nouvelle génération de champions africains du numérique dans tous les domaines d'activité, allant de l'inclusion financière aux opérations bancaires en passant par la santé, la logistique ou l'éducation. Partech Africa Fund I, au bout du compte, a reçu 125 millions d'euros d'engagements d'investisseurs et soutient 17 entreprises, dont TradeDepot, Wave, Yoco, Reliance et Nomba, actives dans des secteurs représentant la majeure partie de l'emploi et de l'activité économique en Afrique.

« Le marché du capital-risque est relativement peu développé dans une grande partie de l'Afrique et la collecte de ressources demeure difficile », constate Nur Özdemir, chargée d'investissements en fonds propres à la BEI. « Mais ce continent est également l'un des marchés du capital-risque les plus dynamiques au monde en raison de l'accès grandissant aux infrastructures numériques et de la demande en hausse émanant des consommateurs et des entreprises. Partech et ses fonds aident le secteur du capital-risque africain à croître et à développer ses corollaires : le numérique et l'innovation. »

En février 2023, la société d'investissement a annoncé le lancement de Partech Africa Fund II afin de poursuivre sa stratégie fructueuse sur le continent. Lors de sa première levée de ressources, ce fonds a atteint un montant de 245 millions d'euros, dépassant déjà sa taille cible et [devenant ainsi le plus grand fonds axé sur l'Afrique à ce jour](#). La BEI a soutenu les deux fonds en leur accordant 10 millions d'euros en 2017 et 45 millions d'euros en 2022.

CLIMAT ET ÉNERGIE

“ Peu importe le pays ou ses difficultés sociales ou économiques, quand il y a une volonté, les moyens suivent. Et c’est sans aucun doute la voie à suivre pour parvenir à un avenir plus égalitaire et prospère. ”

Joana Sarmento Coelho, chargée de prêts à la BEI qui a travaillé sur un projet incluant un programme de formation en électricité destiné aux femmes

L'Union européenne et la Banque européenne d'investissement ne ménagent pas leurs efforts en vue d'améliorer les conditions de vie et de diffuser les valeurs de l'UE au-delà de nos frontières. Garantir l'accès à une énergie propre et abordable est un élément clé de cette mission. Des centaines de millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'électricité. Nous finançons également des projets visant à soutenir les populations face aux changements climatiques à travers la mise en place d'une agriculture améliorée, de transports modernes et d'infrastructures d'envergure qui aideront les villes à desservir un nombre croissant d'habitants.

DES POSSIBILITÉS ÉLECTRISANTES POUR LES FEMMES

Une compagnie d'électricité ouvre une école pour former des électriciennes au Brésil

Érica Carvalho de Oliveira est issue d'une famille d'électriciens. Aujourd'hui, elle est sur le point de devenir la première femme de sa famille à exercer ce métier, grâce à un nouveau programme social créé par Neoenergia.

« Il s'agit de sortir de sa zone de confort et de montrer que les femmes comme les hommes peuvent occuper n'importe quel emploi », explique-t-elle.

Neoenergia, l'un des plus grands fournisseurs d'électricité au Brésil, veut montrer que son travail ne se limite pas à l'électricité et aux énergies renouvelables. L'entreprise veut aussi promouvoir l'inclusion sociale.

En 2013, elle a créé une école de formation aux métiers de l'électricité à Bahia pour améliorer les conditions de vie des populations brésiliennes défavorisées. En 2019, l'école a ouvert des classes destinées aux femmes pour mettre un terme à l'idée reçue que le métier d'électricien serait réservé aux hommes.

« Ce projet a été créé et mis en œuvre afin d'aider les populations les plus pauvres à entrer sur le marché du travail et à bénéficier du minimum requis pour des conditions de vie décentes, à savoir pouvoir payer son loyer et sa nourriture », explique Régia Barbosa, qui dirige le développement organisationnel chez Neoenergia. « Il s'agit d'ouvrir des possibilités d'améliorer les conditions de vie, mais aussi de montrer que les secteurs généralement associés aux hommes offrent également des perspectives d'emploi pour les femmes. »

En 2021, l'entreprise avait embauché plus de 1 600 personnes ayant terminé la formation proposée par l'école. Aujourd'hui, près de 300 femmes sont devenues électriciennes certifiées grâce à ce programme.

Parvenir à l'égalité entre les sexes

En mars 2022, la Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 200 millions d'euros avec Neoenergia pour soutenir des projets liés aux énergies renouvelables au Brésil. Cet investissement aidera également l'entreprise à améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes et à s'engager davantage sur le plan social.

Joana Sarmiento Coelho, chargée de prêts à la BEI qui a travaillé sur ce projet, affirme que le programme de formation en électricité de Neoenergia montre le bon exemple aux autres entreprises.

« Neoenergia peut être très fière de ce projet », explique-t-elle. « Il montre que, peu importe le pays ou ses difficultés sociales ou économiques, quand il y a une volonté, les moyens suivent. Et c'est sans aucun doute la voie à suivre pour parvenir à un avenir plus égalitaire et prospère. »

“ Il s’agit de montrer que les femmes comme les hommes peuvent occuper n’importe quel emploi. ”

Le programme de formation en électricité de Neoenergia reçoit des milliers de candidatures chaque année. L'école accepte 200 élèves. Les élèves diplômés se voient décerner une certification qui leur permet de travailler pour Neoenergia ou l'un de ses partenaires, en tant qu'électriciennes ou électriciens.

Un engagement en faveur des objectifs de développement durable

Neoenergia a ouvert le programme aux femmes dans le cadre de l'engagement de l'entreprise à appuyer les objectifs de développement durable des Nations unies.

« Nous avons voulu faire quelque chose de différent, qui n'avait tout simplement jamais été fait auparavant », explique Régia Barbosa, qui est chargée de l'école de formation aux métiers de l'électricité. « En fin de compte, nous avons créé des classes destinées aux femmes. Au cours de la première année, nous avons ouvert 120 places aux femmes et avons reçu plus de 15 000 candidatures. Nous avons été surpris par un tel niveau d'enthousiasme. »

Aujourd'hui, les classes sont mixtes et 30 % des places vacantes sont réservées aux femmes.

« Cette école nous permet de montrer aux femmes qu'elles sont capables de travailler dans ce secteur », explique Régia Barbosa. « Elles ont toutes les capacités, l'intelligence et le dévouement nécessaires pour réussir si elles saisissent cette possibilité et si elles croient en elles. »

Les femmes qui ont terminé le programme sont invitées à revenir partager leur expérience avec les élèves actuelles et à expliquer comment l'école les a aidées dans leur carrière.

« Cette formation en électricité n'est que le début », explique Aline Santos, élève à l'école de formation aux métiers de l'électricité de Coelba. « Je suis vraiment très heureuse de savoir que, moi aussi, je peux le faire et que j'en suis capable. Fréquenter cette école m'a permis de comprendre que les femmes ont le pouvoir de faire ce qu'elles veulent, quand elles le veulent. »

DE L'ÉNERGIE SOLAIRE POUR L'AFRIQUE RURALE

La technologie hors réseau transforme l'accès à l'électricité dans les zones rurales d'Afrique

Environ 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité en Afrique subsaharienne, malgré des progrès réalisés ces dernières années et la forte croissance du secteur solaire hors réseau sur le continent au cours de la dernière décennie.

Au Bénin, seulement 40 % de la population a accès à l'électricité, avec une disparité importante entre les zones urbaines (70 %) et rurales (18 %). Cela signifie qu'environ cinq millions de personnes vivent sans électricité. Seuls 10 % des ménages utilisent actuellement des solutions solaires hors réseau.

« Rien qu'au Bénin, plus d'un million de ménages sont privés d'une énergie moderne et durable », explique Hendrik Engelmann-Pilger, économiste principal de la division Programmes de transition énergétique de la BEI. « Ces ménages utilisent principalement des lampes à pétrole, des bougies, des lampes de poche et des générateurs pour s'éclairer et recharger leur téléphone portable. Ces solutions sont onéreuses, polluantes et souvent inefficaces. »

Contrer les coûts élevés

Les sources d'énergie propres et durables comme les dispositifs solaires et les kits solaires domestiques pour les ménages hors réseau ont des coûts initiaux élevés qui présentent des difficultés pour ceux disposant de revenus moyens ou faibles. ENGIE Energy Access, principal fournisseur de formules de tarification à l'usage (PAYGo) et de miniréseaux en Afrique, propose une solution.

Avec la tarification à l'usage, les clients peuvent effectuer de petits paiements pour débloquer le système pour une journée ou une semaine d'utilisation à la fois, jusqu'à ce qu'ils aient payé le prix en totalité et que le système soit débloqué de façon permanente. Cette solution de paiement rend l'accès à une électricité de base et moderne plus abordable. Les clients n'ont pas à supporter dès le départ la totalité du coût du kit solaire, dont les panneaux solaires, le stockage sur batteries, l'éclairage et d'autres appareils en option. Les Béninois pourront rembourser le coût de l'équipement sur plusieurs années en déboursant moins de 20 centimes par jour.

En fin de compte, la fourniture accrue d'énergie fiable et abordable permettra de réduire l'exposition à la pollution intérieure due à l'utilisation actuelle de kérosène, de fournir un bien meilleur éclairage à moindre coût ainsi que de l'électricité pour recharger les téléphones portables et alimenter de petits appareils.

« Grâce à l'utilisation d'outils numériques et à la forte pénétration des paiements mobiles en Afrique subsaharienne, ENGIE Energy Access vend l'accès aux produits énergétiques à crédit, afin de les rendre abordables pour ses clients », explique Gilian-Alexandre Huart, directeur général d'ENGIE Energy Access.

“ Plus d’un million de ménages sont privés d’une énergie durable. ”

La Banque européenne d’investissement a accordé un prêt de 10 millions d’euros à ENGIE Energy Access Bénin, filiale d’ENGIE, afin d’appuyer le déploiement de 107 000 kits solaires domestiques de grande qualité au Bénin. Ainsi, environ 643 000 habitants de ce pays d’Afrique de l’Ouest pourront accéder à une énergie propre. Le partenariat Afrique-UE vise à élargir l’accès aux services énergétiques modernes et à accroître l’utilisation des énergies renouvelables en Afrique.

Cette nouvelle coopération au Bénin fait suite au précédent soutien que la BEI a apporté à ENGIE pour déployer de l’énergie solaire hors réseau en Ouganda.

« Notre nouveau partenariat avec la Banque européenne d’investissement au Bénin fournira des solutions de tarification à l’usage ultra-abordables aux communautés rurales de tout le pays, en leur donnant accès à de l’énergie solaire propre et en contribuant à leur autonomisation financière », explique Gilian-Alexandre Huart.

ENGIE fournit actuellement de l’électricité décentralisée à plus de 8 millions de personnes dans neuf pays au moyen de kits solaires domestiques et de miniréseaux.

Une énergie propre et fiable

Les solutions d’énergie solaire hors réseau, telles que les kits solaires domestiques, offrent un accès immédiat à une électricité abordable, propre et fiable dans des endroits où les raccordements au réseau ou à de miniréseaux ne sont pas encore réalisables sur le plan économique ou technique.

Elles remédient au problème de la distribution jusqu’au « dernier kilomètre », en apportant des biens et des services essentiels (tels que l’éclairage, la recharge des téléphones portables, la radio, la télévision et la réfrigération) aux communautés rurales éloignées à l’aide de technologies alimentées à l’énergie solaire.

Les dispositifs solaires hors réseau peuvent également entraîner une réduction significative de la pollution atmosphérique dans les foyers en supplantant les lampes au kérosène, réduisant ainsi les problèmes de santé et les accidents.

« En fin de compte, cette nouvelle initiative apportera des avantages économiques, sociaux, éducatifs et sanitaires aux ménages et aux microentreprises qui ne peuvent pas être raccordés au réseau électrique national », affirme Romain Constant, chargé d’investissement à la BEI. « L’opération proposée favorisera également l’activité du secteur privé, la diversification économique et la création d’emplois au Bénin. »

DAVANTAGE DE STOCKAGE POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE

Des silos à grains pour protéger la Tunisie contre les crises alimentaires

Au printemps 2022, le cours du blé à l'international a atteint son niveau le plus élevé depuis 20 ans. En Tunisie, le prix officiel d'une baguette, à savoir 190 millimes de dinar tunisien (soit environ 6 centimes d'euro), n'avait pas changé depuis plus de dix ans.

Un programme de subventions a permis de maintenir le prix officiel du pain à un niveau modique pour l'ensemble de la population tunisienne, mais le coût de ces subventions a explosé. Les perturbations de l'approvisionnement causées par la pandémie de coronavirus et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont fait grimper le cours du blé à plus de 430 dollars la tonne en mai 2022, soit plus du double par rapport à l'année précédente. La Tunisie, qui importe environ 95 % du blé tendre utilisé dans son pain, s'est soudainement retrouvée à dépenser 250 millions de dollars de plus en 2022 pour son approvisionnement.

C'est une somme énorme pour un pays en difficulté économique. « Il est vrai que la guerre en Ukraine est à l'origine d'importations plus coûteuses et moins régulières de céréales ainsi que d'autres aliments de base », explique Nabil Zarrouk, directeur général adjoint de l'Office des céréales de Tunisie, qui gère l'approvisionnement céréalier du pays. La Tunisie importe généralement environ 10 % de son blé de Russie et environ 65 % d'Ukraine.

Pour mieux résister aux crises des prix des denrées alimentaires, la Tunisie prévoit d'étendre et de renforcer son réseau de silos à grains sur l'ensemble de son territoire, avec l'objectif à moyen terme de doubler ses réserves qui passeraient de deux à quatre mois d'approvisionnement. « C'est un objectif très ambitieux », déclare Giovanni Munoz Castaneda, ingénieur principal travaillant sur ce projet au sein de la division chargée de la bioéconomie à la Banque européenne d'investissement.

En décembre 2022, la BEI a signé un prêt de 150 millions d'euros en faveur du projet tunisien. De ce montant, une tranche de 82 millions d'euros est consacrée aux achats de céréales.

Les nouveaux silos à grains aideront également la Tunisie à éviter le gaspillage alimentaire en stockant les céréales cultivées localement après leur récolte. Alors que la Tunisie ne produit qu'environ 5 % du blé tendre dont elle a besoin, elle répond à 50 % voire 60 % de la demande de blé dur (ou froment dur). Le blé dur est utilisé dans le couscous et les pâtes, des ingrédients de base de l'alimentation tunisienne.

Le pain, un produit de première nécessité

Environ 15 % de la population tunisienne vit sous le seuil de pauvreté national. Les subventions du pain aident les personnes pauvres à satisfaire leurs besoins en calories. La pauvreté et la malnutrition sont à nouveau en hausse dans de nombreux pays après une baisse constante au cours des 15 à 20 dernières années, constate Giovanni Munoz Castaneda. « La situation économique globale s'est détériorée ces cinq dernières années », déplore-t-il, « ce qui a entraîné une aggravation de l'insécurité alimentaire ».

“ La pauvreté et la malnutrition sont en hausse dans de nombreux pays. ”

Dans les années 1980, la hausse du prix du pain a provoqué les « émeutes du pain » en Tunisie, tout comme elle a été un des facteurs à l'origine des manifestations du Printemps arabe au début des années 2010. « Des pays comme la Tunisie et l'Égypte ont subi les conséquences de l'instabilité et de l'agitation sociale par le passé, et ils essaient donc de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter que pareille situation ne se reproduise », poursuit l'ingénieur de la BEI.

Cependant, il ajoute que « fournir du pain subventionné à tous les Tunisiens – si l'on compare à un programme similaire mené en Égypte, qui couvre environ 70 % de la population – conduit au gaspillage ».

Nabil Zarrouk précise que la Tunisie a réussi à maintenir l'approvisionnement de ses marchés locaux en céréales l'année dernière, grâce à des achats antérieurs à des prix avantageux. « Cela nous a permis d'esquiver un peu les effets de la guerre en Ukraine », affirme-t-il.

Recherche d'aide

L'État tunisien a du mal à emprunter sur les marchés financiers internationaux. Le projet relatif aux achats de blé et aux silos à grains est financé par la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque africaine de développement et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Outre son prêt de 150 millions d'euros, la BEI demande que l'UE accorde une subvention de 20 millions d'euros pour les infrastructures et l'assistance technique. Le financement de la BEI bénéficie d'une garantie fournie au titre de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI), qui vise à éradiquer la pauvreté et à soutenir le développement durable à l'extérieur de l'UE.

Le projet tunisien n'aurait pas pu se concrétiser sans l'argent des banques internationales de développement. La Tunisie négocie actuellement avec le Fonds monétaire international un prêt de 1,9 milliard de dollars, alors qu'il lui est pratiquement impossible d'emprunter sur les marchés internationaux en raison de la fragilité de ses finances. « La plupart des sources de financement lui sont inaccessibles », explique Sébastien Valleur, chargé de prêts à BEI Monde.

DES GRAINS DE RIZ DURABLES

Une variété de riz durable qui nécessite moins d'eau et réduit les émissions de carbone

L'évolution du cycle des moussons en Inde bouleverse la culture de l'un des produits agricoles les plus importants du pays : le riz. En 2022, alors que le centre et le sud de l'Inde ont subi des pluies torrentielles provoquant des inondations dans les États méridionaux du Kerala, du Karnataka et du Madhya Pradesh, les États de l'est et du nord-est du pays, tels que l'Uttar Pradesh, le Bihar et l'Odisha, ont connu des températures élevées et des précipitations insuffisantes. En conséquence, le ministère indien de l'agriculture s'attend à ce que la récolte de riz de cette saison baisse d'environ 6,77 millions de tonnes pour s'établir à 104,99 millions de tonnes.

Cependant, de nouvelles semences et des techniques de culture améliorées mises au point par SeedWorks, entreprise basée à Hyderabad, changent la donne. « Les vagues de chaleur récentes ont ravagé de nombreuses cultures en Inde », explique Sundar Raja Vadlamani, directeur de la chaîne d'approvisionnement chez SeedWorks. « Notre entreprise crée des plantes possédant des caractéristiques qui les rendent plus résistantes aux fortes chaleurs et offrant des rendements beaucoup plus élevés. »

Mise à mal par la sécheresse, les inondations, la salinité et les températures extrêmes, la production de riz est victime des changements climatiques. Mais c'est aussi un contributeur majeur aux émissions de gaz à effet de serre, puisqu'elle représente environ 2,5 % des émissions induites par l'homme, à égalité avec le secteur aéronautique mondial. L'impact non négligeable de cet aliment de base sur le climat provient principalement de la façon dont il est cultivé. Les rizières inondées créent des conditions idéales pour les bactéries émettrices de méthane, un puissant gaz à effet de serre.

Les variétés de riz développées par SeedWorks ont besoin de moins d'eau, une ressource de plus en plus rare en Inde, où 600 millions de personnes sont confrontées à un stress hydrique d'un niveau élevé à extrême. Cette caractéristique, conjuguée à de nouvelles techniques que la société forme les agriculteurs à utiliser, se traduit par une culture plus durable ayant un impact climatique moindre.

SeedWorks estime qu'elle a contribué à l'économie de quelque 14 milliards de litres d'eau jusqu'à présent, en associant ses variétés de riz moins gourmandes en eau à un certain nombre d'initiatives de conservation du précieux liquide, notamment l'utilisation de compteurs et la collecte des eaux de pluie, et en formant les agriculteurs à optimiser leur consommation d'eau.

La société teste également une nouvelle méthode de plantation du riz à l'aide d'une machine qu'elle a mise au point pour semer les graines directement dans les champs, au lieu de commencer par les faire germer dans des pépinières – une innovation qui devrait permettre d'économiser beaucoup d'eau, selon elle.

“ Le capital-investissement peut jouer un rôle unique et important sur les marchés émergents. ”

Donner aux agriculteurs les moyens d’agir

Outre le riz, l’entreprise développe également des variétés hybrides de sésame, de millet, de moutarde et de tomates. Ces hybrides, mis au point par sélection végétale et non par modification génétique, offrent des rendements 30 à 40 % supérieurs aux variétés traditionnelles.

La société estime que ses clients pourraient quadrupler leurs revenus annuels. Par son action, elle encourage également la participation des femmes.

SeedWorks dispose d’installations de recherche-développement à Singapour et élargit ses activités aux Philippines. Les projets de développement de l’entreprise sont soutenus par une société de capital-investissement axée sur le climat et la durabilité environnementale appelée GEF Capital Partners, présente en Inde, en Amérique latine et aux États-Unis. BEI Monde a engagé 40 millions de dollars en 2022 dans le dernier fonds en date de GEF, après avoir investi plus de 25 millions de dollars dans un fonds antérieur en 2018.

« GEF a compté parmi les pionniers de l’investissement d’impact en matière climatique », explique Raj Pai, associé gérant pour l’Asie du Sud chez GEF. « Nous nous intéressons à différents domaines, des énergies renouvelables à l’eau, en passant par la sécurité alimentaire en Inde, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine depuis le début des années 90. »

Impact de la banque de l’UE

Pour des fonds comme ceux de GEF, l’atout de la Banque européenne d’investissement, c’est qu’elle mobilise d’autres investisseurs qui, faute de quoi, ne se seraient sans doute pas lancés dans le secteur.

« La participation de la BEI à des fonds comme ceux de GEF attire d’autres investisseurs et catalyse des ressources du secteur privé dans des domaines où elles sont absolument indispensables, comme l’action pour le climat et la durabilité environnementale », déclare Sissi Frank Pérez, membre de l’équipe de capital-investissement de BEI Monde.

« Le capital-investissement peut également jouer un rôle unique et important sur les marchés émergents, non seulement en tant que source de capital », dit-elle, « mais aussi en tant que source d’expertise pour aider les entreprises à élaborer, institutionnaliser et adopter de bonnes pratiques sur les plans environnemental, social et de la gouvernance. »

QUE LA LUMIÈRE SOIT !

À Madagascar, une énergie propre et fiable pour les foyers ruraux

Depuis la nuit des temps, les populations se réunissent autour d'un repas. C'est ainsi qu'on se fait des amis et qu'on fait affaire. Romain de Villeneuve et Antonin Calzarossa se sont rencontrés pour la première fois sur la lagune de Lagos, au Nigeria, devant un savoureux barracuda grillé, parfumé d'un zeste de citron.

Quelques années plus tard, Romain de Villeneuve est devenu président-directeur général de la société de miniréseaux WeLight. Basée à Madagascar, la petite start-up avait un objectif ambitieux : apporter de l'énergie propre et bon marché aux villages reculés du pays. Pour ce faire, il a fallu du temps, de l'énergie et des ressources. Romain de Villeneuve s'est alors souvenu d'Antonin Calzarossa, un chargé de prêts « très compétent » de la Banque européenne d'investissement.

Les miniréseaux solaires pourraient bien être la solution la plus rentable pour l'électrification en zone rurale à Madagascar. « WeLight a pris l'initiative et s'est impliquée dès le départ », explique Antonin Calzarossa, qui travaille pour BEI Monde. « Ils ont réussi à faire décoller des projets dans des régions reculées où beaucoup d'autres avaient échoué. »

En 2022, la BEI a prêté 10 millions d'euros à l'appui du projet WeLight de 28 millions d'euros visant à construire et à mettre en place des miniréseaux solaires dans 120 villages de Madagascar. ElectriFI, un mécanisme d'investissement d'impact financé par l'UE, et Triodos, un spécialiste de la finance dans le secteur de l'énergie pour l'Afrique, se sont associés à la banque de l'UE pour lever 19 millions d'euros supplémentaires.

L'accès à une énergie propre et abordable pour tous et toutes est un objectif de développement durable essentiel des Nations unies et contribue à la transition verte et juste soutenue par la stratégie Global Gateway de l'UE.

Des alternatives aux lignes électriques

Madagascar est une grande île riche en ressources naturelles. Elle est aussi l'un des pays les plus pauvres du monde. Seulement 15 % de sa population rurale est raccordée au réseau électrique. La plupart des foyers en zone rurale utilisent du kérosène, du bois et du charbon de bois pour la cuisson et le chauffage. Souvent, la ventilation requise est insuffisante, voire inexistante. La pollution de l'air domestique causée par les combustibles polluants est particulièrement dangereuse pour les femmes, qui passent le plus clair de leur temps dans la maison et autour de cette dernière.

Certaines personnes ont les moyens d'acheter des générateurs diesel pour faire fonctionner des machines, des outils, des appareils et des pompes d'irrigation alimentés à l'électricité. De nombreux systèmes solaires domestiques sont principalement conçus pour fournir l'énergie de base pour l'éclairage et la recharge du téléphone, cette énergie n'étant fournie que lorsque le soleil brille.

Le système de WeLight est plus puissant. Alimentés par les énergies renouvelables, les miniréseaux mis en place par WeLight permettent aux populations rurales non raccordées au réseau d'avoir accès à une énergie propre, abordable et fiable, au travail et à la maison. Elles en profitent même une fois la nuit tombée, car le système WeLight comprend une batterie qui se recharge pendant la journée.

“ Les miniréseaux solaires pourraient bien être la solution la plus rentable pour l'électrification en zone rurale. ”

Propre et abordable

WeLight a été fondée en 2019 par Axian, un groupe panafricain opérant principalement dans les télécommunications, et Sagemcom, une société française de haute technologie spécialisée dans les communications à haut débit. Norfund, le fonds souverain norvégien pour les pays en développement, est également entré en jeu à un stade précoce du développement de l'entreprise.

Pendant la journée, une centrale solaire installée par WeLight capte la lumière, la transforme en électricité et recharge ses batteries, qui prennent le relais pendant la nuit. À l'aide d'un compteur intelligent installé dans leur maison, les villageois peuvent acheter leur électricité en prépayant directement avec leur téléphone.

WeLight offre un raccordement gratuit pour les bâtiments et l'éclairage public, ce qui permet d'éclairer les villages isolés, de renforcer la sécurité et d'organiser des activités après la tombée de la nuit. « Les habitants peuvent se déplacer dans le village et rester éveillés la nuit sans avoir à s'inquiéter », explique une personne de 58 ans qui habite à Tsarabaria, un village du nord de Madagascar.

Un vaste impact

Ce sont les femmes qui bénéficient le plus de cette électrification en zone rurale, car ce sont elles qui s'occupent majoritairement de la cuisine et de la collecte du combustible. Pour elles, un accouchement pendant la nuit pose également moins de problèmes à présent.

« Grâce au financement de la BEI, notre impact est multiplié par deux », déclare Romain de Villeneuve, directeur général de WeLight. « Ce sont les femmes qui expriment la plus grande reconnaissance. »

WeLight opère également au Mali depuis 2022 et prévoit d'étendre sa présence dans le pays.

Comment l'électricité change des vies

Grâce à l'électrification, les villageois pourront se lancer dans de nouvelles activités et s'assurer de nouvelles sources de revenus.

« Ma vie a changé », explique Germaine Lan Yu, artisane et épicière à Tsarabaria. Son épicerie étant désormais dotée d'un congélateur alimenté par l'électricité d'un système WeLight, plus de clients viennent acheter des boissons fraîches, en particulier pendant la saison chaude. Le revenu de Germaine Lan Yu a donc augmenté, ce qui lui a permis de mieux subvenir aux besoins de sa famille, composée de quatre personnes.

DE L'ÉQUITÉ DANS LES FAVELAS

Électricité et aide sociale au sein des bidonvilles du Brésil

Cette nuit, il pleut à São Paulo.

Elle fait la vaisselle pour oublier l'orage qui gronde au-dehors. La voix du présentateur de télévision disparaît puis réapparaît à chaque brève coupure d'électricité. Avant d'aller se coucher, elle ne doit pas oublier de débrancher le poste de télévision si elle veut que le réfrigérateur fonctionne toute la nuit.

Si elle avait un emploi, elle pourrait se payer un raccordement légal ; mais quand on est une femme des favelas, les occasions de travailler sont rares.

Enel São Paulo a décidé de résoudre ce problème en assurant un approvisionnement stable d'électricité, à un tarif subventionné, à destination des habitants des zones les plus pauvres de la périphérie de São Paulo. L'entreprise est l'un des plus gros distributeurs d'électricité du groupe Enel en Amérique latine.

« Si vous allez dans une favela et que vous regardez en l'air, vous verrez une forêt de câbles raccordés au réseau électrique », raconte Martina Cimarosa, chargée de prêts à la BEI qui a collaboré avec Enel São Paulo à la modernisation du réseau du distributeur. « Il est possible d'améliorer la plupart de ces raccordements. »

Ce travail comporte également des avantages sur le plan social et de l'égalité entre les sexes.

« Ce projet a eu une portée à différents niveaux, et ce fut une surprise », témoigne Moa Westman, spécialiste des questions liées au genre à la Banque européenne d'investissement. « Le but principal était de renforcer la stabilité et la fiabilité de la distribution d'énergie dans les favelas ; mais en fin de compte, nous nous sommes aperçus qu'une majorité de foyers étaient tenus par des femmes, ce qui a ajouté un volet d'intégration sociale et une dimension de genre au projet. »

La BEI a approuvé un prêt de 200 millions de dollars destiné à Enel São Paulo, en vue de réduire les pertes d'énergie sur son réseau et d'améliorer la qualité et la sécurité de l'approvisionnement dans la région de São Paulo.

Améliorer les droits des citoyens

Le Brésil est le plus gros consommateur d'énergie d'Amérique du Sud : il représente environ 36 % du total de la consommation dans la région. Mais le taux de vol d'énergie se situe aux alentours de 15 % et grimpe à plus de 50 % dans le nord du pays.

Enel São Paulo entame ses travaux dans les quartiers périphériques en étudiant le contexte social et économique. Il renseigne également les résidents sur les risques liés aux raccordements clandestins.

“ Munis d’une preuve de résidence, ils peuvent faire enregistrer leur lopin de terre, obtenir une couverture sociale et même ouvrir un compte en banque. ”

« En régularisant les raccordements au sein des favelas, nous réduisons les pertes d’énergie qui nuisent à la chaîne d’approvisionnement », explique Marcia Massotti, responsable des questions de durabilité chez Enel Brazil. « Nous réduisons également le nombre d’incidents, sur le réseau électrique, liés aux raccordements illégaux. »

Si la consommation d’énergie des habitants ne dépasse pas un certain seuil, ces derniers bénéficient d’une réduction sur leurs factures d’électricité, ce qui leur permet d’obtenir de l’électricité gratuitement. L’obtention d’une facture d’électricité les aide également à exercer leurs droits en tant que citoyens. Avec une preuve officielle de leur adresse en main, ils peuvent s’inscrire à toute une série de nouveaux services.

« Munis d’une preuve de résidence, ils peuvent faire enregistrer leur lopin de terre, obtenir une couverture sociale et même ouvrir un compte en banque ; toutes ces petites étapes font une différence en matière d’intégration sociale », assure Massimo Merighi, conseiller technique principal à la BEI.

Un investissement social

Enel São Paulo a également élaboré le programme « Enel Shares » qui favorise le développement social et économique des populations vulnérables.

« Dans la périphérie des villes du Brésil, les initiatives sociales sont devenues les principales bases de soutien des résidentes et des résidents, surtout après la pandémie, qui a aggravé la situation économique des populations les plus pauvres », soutient Marcia Massotti.

Dans le cadre du projet « Hortas em Rede », Enel São Paulo dispense une formation sur le thème du potager et de l’agriculture en milieu urbain aux habitants, notamment aux femmes et aux hommes de plus de 50 ans.

Les projets élaborés par Enel São Paulo, notamment ceux qui visent l’entrepreneuriat social et la formation professionnelle, sont axés sur les femmes. Elles disposent de moins de débouchés, sont moins bien payées sur le marché du travail officiel et sont souvent victimes de violence domestique.

« En encourageant l’entrepreneuriat social, nous offrons à de nombreuses femmes la possibilité de progresser », s’enthousiasme Marcia Massotti. « Nous cherchons à rendre le secteur de l’énergie plus inclusif et à y apporter un meilleur équilibre entre les sexes. »

LA SERBIE MISE SUR UN MODE DE TRANSPORT VERT

La modernisation de la ligne ferroviaire Belgrade-Niš contribue à l'intégration avec l'Union européenne

Le rêve de longue date consistant à voir circuler des trains sans encombre dans tous les Balkans occidentaux pourrait bientôt se concrétiser. Une enveloppe financière de 2,2 milliards d'euros de l'UE destinée au tronçon ferroviaire Belgrade-Niš le long du corridor X en Serbie atteste que la région est sur la bonne voie.

Grâce à ces fonds, la durée des trajets en train entre ces deux villes serbes sera réduite à moins de deux heures, à une vitesse allant jusqu'à 200 kilomètres-heure. Actuellement, il faut au moins six heures en train ou environ trois heures en voiture.

« Lorsque le chemin de fer a été construit en 1884, le trajet durait huit heures, contre six heures et demie aujourd'hui », a déclaré le président serbe Aleksandar Vučić, à l'occasion de l'annonce du financement de l'UE à Belgrade le 28 février. « Rien n'a changé en 130 ans. Aujourd'hui, nous changeons la Serbie, avec l'aide de l'Union européenne. »

La subvention de l'UE la plus élevée pour un projet en Serbie

Le même jour, la première subvention à l'investissement d'un montant de 82,8 millions d'euros a été signée entre la BEI et le ministère serbe de la construction, des transports et des infrastructures au cours d'un trajet en train de Belgrade à Niš, en présence de hauts responsables du gouvernement serbe, de l'Union européenne et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Les subventions de l'UE pourront atteindre 598 millions d'euros au total. À ce jour, il s'agit du montant de subvention le plus élevé que l'UE ait jamais accordé à un seul projet en Serbie. L'enveloppe comprend en outre un prêt de 1,1 milliard d'euros de la BEI, ainsi qu'un prêt de 550 millions d'euros de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Olivér Várhelyi, commissaire européen chargé des négociations d'élargissement : « Nous avons sélectionné ce projet parce qu'il est capable de changer la donne sur le terrain pour la population en Serbie, dans le sud du pays et dans l'ensemble de la région. En effet, le chemin de fer devrait être vecteur de croissance et d'emploi et générer des investissements dans les zones où les besoins se font le plus sentir, c'est-à-dire dans le sud de la Serbie. Le projet devrait par conséquent faire advenir une nouvelle Serbie et une nouvelle région. »

“ Ce projet est capable de changer la donne sur le terrain pour la population en Serbie. ”

Soutien durable pour les partenaires locaux et les projets verts

Lorsqu'elle sera achevée, la nouvelle ligne ferroviaire transportera chaque année plus de 2,3 millions de voyageurs et 9,4 millions de tonnes de fret, avec à la clé de nouvelles perspectives d'affaires et d'emplois.

BEI Monde a approuvé un financement de 1,1 milliard d'euros pour cet investissement d'envergure, qui revitalise le lien crucial entre l'UE et les Balkans occidentaux et relie l'Europe centrale à Thessalonique, en Grèce, et à Sofia, en Bulgarie. Le projet s'inscrit dans le cadre du plan économique et d'investissement de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux. Doté de 30 milliards d'euros, soit le tiers du produit intérieur brut de la région, ce plan vise à mobiliser des investissements dans les transports, l'énergie et la transition écologique et numérique, afin de favoriser la croissance durable et l'emploi.

À ce jour, la BEI a investi plus de 1,2 milliard d'euros dans le secteur ferroviaire. Elle est l'un des principaux bailleurs de fonds du secteur des transports dans la région et soutient à ce titre la coopération économique et la connectivité.

La remise en état du tronçon Belgrade-Niš permettra d'améliorer les liaisons ferroviaires entre la Serbie et d'autres réseaux européens. Le projet rendra le transport de marchandises plus rapide et réduira considérablement les temps de trajet des navetteurs. Le train étant un mode de transport propre, la modernisation du système ferroviaire contribue également à la protection de l'environnement.



Une analyse de l'impact économique de nos investissements au-delà de l'Union européenne est disponible dans le rapport complémentaire intitulé « BEI Monde – L'impact ».



RAPPORT BEI MONDE L'HISTOIRE

2022/2023